



e n v e l o p p e **recherche**

[propositions de programmation pour l'année 1999]

direction de l'administration générale
mission de la recherche et de la technologie

1

SOMMAIRE GÉNÉRAL

VOL. 1

1	Rapport introductif du chef de la mission de la recherche et de la technologie
9	Annexes
10	Tableaux budgétaires
17	Groupe de programmes n° 1 : <i>Patrimoine écrit, documentaire et cinématographique</i>
18	Direction des archives de France
27	Direction du livre et de la lecture
33	Bibliothèque nationale de France
45	Centre national de la cinématographique
49	Groupe de programmes n° 2 : <i>Patrimoine monumental, archéologique et ethnologique</i>
50	Direction de l'architecture et du patrimoine
50	Laboratoire de recherche des monuments historiques
70	Sous-direction de l'archéologie
84	Sous-direction des études, de la documentation et de l'inventaire
98	Mission du patrimoine ethnologique
110	Groupe de programmes n° 3 : <i>Patrimoine muséographique</i>
111	Direction des musées de France
111	Centre de recherche et de restauration des musées de France
130	Publications scientifiques
132	Musée du Louvre
138	<i>Liste des abréviations</i>

**RAPPORT INTRODUCTIF
A LA PROGRAMMATION POUR L'ANNEE 1999
DES CREDITS DU MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA
COMMUNICATION
INSCRITS AU BUDGET CIVIL DE RECHERCHE ET
DEVELOPPEMENT**

Jean-Pierre Dalbéra
chef de la mission de la recherche et de la technologie
direction de l'administration générale

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
LES FINALITES DE LA RECHERCHE AU MINISTERE	3
UNE ORGANISATION SPECIFIQUE DE LA RECHERCHE	4
UNE VOLONTE POLITIQUE DE PARTENARIAT AVEC LA COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE	5
LES GRANDS AXES SCIENTIFIQUES PRIORITAIRES	6
LES MOYENS BUDGETAIRES DE LA RECHERCHE EN 1999	7
ANNEXES BUDGETAIRES DU RAPPORT INTRODUCTIF	9

INTRODUCTION

Le rapprochement entre culture et science ouvrant un secteur de la recherche dans le domaine culturel s'est opéré avant même la création du ministère puisque le premier laboratoire de recherche a été fondé au sein du musée du Louvre en 1931.

D'autres laboratoires et services scientifiques sont nés dans les années soixante, tels le service des études et recherches devenu le Département des études et de la prospective, le Centre de recherche sur la conservation des documents graphiques, le Centre d'ethnologie française, l'Institut national d'égyptologie thébaine, etc. attestant le rôle éminent attendu de l'investigation scientifique dans la compréhension des sociétés et des processus de création artistique mais également dans la constitution et la sauvegarde du patrimoine scientifique et culturel.

L'importance majeure de ce rapprochement tient à la mission du ministère de constituer, conserver et valoriser des fonds (musées, archives, bibliothèques, médiathèques). Ces derniers constituent un secteur d'investigation particulièrement riche et indispensable à l'ensemble de la communauté de recherche en sciences sociales et humaines et en font l'équivalent des grands équipements scientifiques des laboratoires de sciences exactes. Les développements technologiques multiplient aujourd'hui les potentialités de leur exploitation scientifique et de leur valorisation auprès de plus larges publics.

LES FINALITES DE LA RECHERCHE AU MINISTERE

Les finalités générales des travaux de recherche menés ou soutenus par le ministère sont principalement :

- de contribuer à l'avancée des connaissances dans les domaines de l'archéologie du territoire où l'activité de recherche du ministère conditionne sa vocation patrimoniale, en histoire de l'art, en ethnologie, en socio-économie de la culture, en musicologie ;
- de mener les recherches appliquées nécessaires :
 - * aux missions de préservation, de restauration et de valorisation du patrimoine culturel,
 - * à l'élaboration des grands instruments de recherche (bases de données, inventaires scientifiques multimédias, catalogues raisonnés, ouvrages spécialisés, etc),
 - * au progrès des savoirs constructifs sur les matériaux, les techniques, les ambiances architecturales,
 - * à l'évolution des outils et des processus de la création artistique et architecturale,
 - * à la maîtrise des techniques informatiques et multimédias dans la production et la transmission en réseau des connaissances,
 - * aux prises de décision en matière de politique culturelle.

L'amplification de cette mise en synergie à la fois thématique et institutionnelle a conduit à la création en 1976 d'une enveloppe-recherche pour la Culture, inscrite en 1981 au budget civil de recherche et développement (BCRD), comme ce fut le cas pour plusieurs autres ministères (agriculture, industrie, affaires sociales, etc).

Cette création traduit la reconnaissance du secteur de la recherche dans le ministère en lui permettant de disposer de compétences et de moyens propres pour mener des travaux dont les objectifs sont à rapporter autant à ses missions administratives qu'à des critères proprement scientifiques. En raison de cette double référence, de tels travaux ne seraient ni suivis, ni pris en compte dans les structures entièrement dédiées à la recherche comme le CNRS ou les laboratoires universitaires.

De manière concomitante, l'implication du ministère facilite la reconnaissance de l'utilité de ces recherches à finalité artistique ou culturelle et contribue à valoriser leurs retombées scientifiques, sociales, économiques ou éducatives.

Pour n'en citer que quelques exemples : c'est l'apport massif à l'archéologie du territoire national grâce aux fouilles programmées et préventives, que ne pourraient assumer ni le CNRS, ni les universités. C'est la contribution à l'histoire de l'art et aux recherches scientifiques menées sur les collections par et à l'initiative des laboratoires du ministère. Ce sont les travaux d'informatique musicale qui renouvellent la composition et l'analyse des oeuvres musicales ou les recherches sur les processus de la création architecturale qui accompagnent la formation des futurs praticiens.

En cohérence avec ces objectifs, l'insertion de la démarche scientifique au sein du ministère s'appuie sur l'inscription de la fonction d'étude ou de recherche dans les missions de plusieurs corps de fonctionnaires : conservateurs, enseignants, documentalistes, ingénieurs et techniciens.

UNE ORGANISATION SPECIFIQUE DE LA RECHERCHE

Le concept de BCRD traduit une volonté de l'Etat de mise en cohérence globale des moyens et des actions des administrations en matière de recherche civile. En effet, les activités de recherche scientifique, pour être articulées aux missions qui incombent à chaque ministère, relèvent aussi de critères de programmation et d'évaluation spécifiques, leur imposant une visibilité propre.

Le caractère transversal et interdisciplinaire des travaux scientifiques et techniques qui sont menés au ministère de la culture renforce le besoin d'une organisation interne particulière et d'une concertation interministérielle. C'est pourquoi, il a été créé en 1976 une mission de la recherche, devenue en 1990 la mission de la recherche et de la technologie (MRT), chargée de la coordination, de l'évaluation et de la valorisation des activités de recherche, mais aussi de l'impulsion de nouveaux programmes et des relations avec la communauté scientifique extérieure.

L'organisation de la recherche s'appuie sur de nombreux conseils scientifiques sectoriels associant des personnalités extérieures, les services concernés et des représentants des personnels et sur le Conseil ministériel de la recherche, placé auprès du Ministre et chargé d'apprécier la politique de recherche du ministère dans son ensemble.

Le conseil ministériel de la recherche a été doté en 1998 de deux commissions thématiques : informatique documentaire et multimédia, analyse, conservation et restauration des biens culturels avec pour rôle principal la réflexion et le maintien d'une cohérence interne dans ces deux domaines d'activités intéressant plusieurs directions et établissements sous tutelle.

Ce vaste dispositif a montré son efficacité pour débattre collectivement des priorités, regrouper les moyens afin d'éviter les doublons, valoriser les résultats et faciliter les partenariats scientifiques.

UNE VOLONTE POLITIQUE DE PARTENARIAT AVEC LA COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE

Les moyens attribués sur l'enveloppe-recherche, progressant fortement pendant la décennie 80, ont permis au ministère de devenir un partenaire à part entière des universités, de grands organismes publics de recherche ou d'autres ministères affectataires de crédits inscrits au BCRD.

Le point fort de la politique de collaboration avec la communauté scientifique est l'existence d'un important accord cadre avec le CNRS signé en juillet 1992, réactualisé et renouvelé le 6 octobre dernier. Cet accord recouvre aujourd'hui une vingtaine d'unités mixtes de recherche, plusieurs unités associées, des programmes collectifs de recherche ; il permet à des personnels des deux institutions de travailler à des programmes élaborés en concertation et évalués périodiquement par des experts, il facilite les publications communes et les opérations de valorisation. Un bilan annuel des collaborations est établi chaque année à l'occasion de la réunion plénière du conseil ministériel de la recherche.

Cette concertation avec le CNRS a permis, grâce au soutien continu du ministère de la culture, des avancées importantes notamment dans les secteurs où la communauté scientifique est constituée d'acteurs de petite taille, comme en musicologie, en recherche architecturale ou en ethnologie. Il contribue dans plusieurs régions au sein d'unités mixtes à fédérer la documentation et les programmes de recherche menés par des archéologues de l'université, du CNRS, du service régional de l'archéologie, de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales, des collectivités locales, des doctorants.

Des conventions pluriannuelles existent également avec plusieurs universités, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA) ou des industriels pour développer des produits ou procédés innovants.

Cette reconnaissance interministérielle qui a été d'abord particulièrement effective dans les domaines des sciences de l'homme et de la société s'étend aujourd'hui aux sciences pour l'ingénieur, sur les questions liées à la technicisation de l'instrumentation, en architecture et en recherche musicale notamment, mais aussi dans les modes de production et de diffusion des connaissances sur les réseaux, et aux sciences chimiques pour les problèmes posés par la conservation et la restauration des biens culturels.

Il faut souligner que l'existence d'une structure unique de coordination que constitue la mission de la recherche permet aussi que le ministère soit associé par le ministère chargé de la recherche aux réunions françaises préparatoires à l'élaboration des programmes communautaires de recherche et développement par la Commission européenne.

Les préoccupations culturelles et sociales, longtemps marginalisées dans des programmes à dominante technologique des directions générales XII ou XIII de la Commission européenne, exigent un investissement accru de nos services de recherche pour obtenir leur prise en compte dans les nouveaux programmes.

Ce rôle de coordination et de liaison est d'autant plus essentiel que la politique de recherche européenne est à la fois complexe et source de financements complémentaires indispensables, en outre, ses orientations thématiques pèsent de plus en plus sur celles qui sont retenues au niveau national.

LES GRANDS AXES SCIENTIFIQUES PRIORITAIRES

Le schéma stratégique pour 1997-2000, établi après les assises de la recherche qui se sont déroulées en juin 1996, a défini cinq grands axes prioritaires portant sur :

1. l'archéologie du territoire national,
2. l'environnement et la préservation des biens culturels,
3. les politiques culturelles, la ville et l'aménagement urbain,
4. la société de l'information et ses usages culturels et artistiques,
5. l'histoire de l'art à travers les programmes fédérateurs de l'institut national d'histoire de l'art.

Dans chaque chapitre de ce document, les résumés des bilans d'activités des directions montrent que ces thèmes fédérateurs ont particulièrement mobilisé les services en 1998 et qu'ils restent prioritaires dans les programmes prévus en 1999 avec notamment l'installation à Marseille d'un centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine (CICRP) qui mobilise la totalité des mesures nouvelles obtenues en 1999 sur le BCRD.

Les points 2 et 4 dont la coordination est assurée par les deux nouveaux comités scientifiques du conseil font chacun l'objet d'un rapport distinct complémentaire auquel le lecteur pourra se reporter pour le détail des actions collectives menées sous leur impulsion. Le site web " Réseau de la recherche " (<http://www.culture.fr/culture/mrt/mrt.htm>) permet la consultation en ligne des comptes rendus des réunions et de nombreux documents techniques émanant des deux comités.

La création récente de la direction de l'architecture et du patrimoine offre des conditions favorables à une meilleure harmonisation des programmes relevant de l'axe 3 : " la ville et l'aménagement urbain " à propos duquel un appel à propositions de recherche va être lancé en 1999 et qui devrait être complémentaire du programme " Cité " que le ministère chargé de la recherche va annoncer prochainement.

Le plan d'action du Gouvernement pour préparer l'entrée de la France dans la société de l'information (PAGSI) permet à l'axe 4 de bénéficier d'une véritable dynamique au sein du ministère à travers la politique de mise en ligne de nouveaux services sur les réseaux, de sensibilisation du public dans les " espaces culturels multimédias " et de numérisation des ressources culturelles et artistiques.

En complément des plans de numérisation menés par les établissements publics, le principal programme de numérisation des fonds iconographiques et sonores appartenant à l'Etat a été initié en 1996. Il est financé depuis 1998 grâce à des crédits inscrits au chapitre 56.91 (5MF sont prévus en 1999). Le comité " informatique documentaire et multimédia " du conseil ministériel de la recherche a été chargé de son pilotage et de la coordination de l'ensemble des opérations avec les régions. Les tableaux de bord de ce programme sont accessibles en ligne sur le réseau de la recherche.

Comme l'indiquait l'an dernier la programmation des recherches portant sur l'axe 5, deux appels à projets sur le dépouillement de fonds d'archives historiques ont été lancés en 1998 par la mission de la recherche et la mission de préfiguration de l'institut national d'histoire de l'art (INHA)

permettant ainsi le démarrage de programmes fédérateurs qui vont se développer au sein du futur institut.

La création récente de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles va faciliter en 1999 un regroupement des recherches portant sur les relations entre l'art, la science et les techniques et inciter à la définition de nouvelles priorités de recherche, susceptibles de répondre aux questions posées dans le rapport que Jean-Claude Risset vient de rédiger sur ce sujet à la demande du Ministre de l'Education nationale, de la recherche et de la technologie. Une réflexion pourrait être menée en 1999 pour élaborer un nouvel axe stratégique dans ces domaines pluridisciplinaires insuffisamment développés associant sciences de l'homme et sciences pour l'ingénieur.

LES MOYENS BUDGETAIRES DE LA RECHERCHE EN 1999

Le but de ce document de programmation des crédits inscrits pour l'année 1999 en loi de finances initiale (LFI) au BCRD est de permettre une analyse détaillée des projets scientifiques des services et établissements du ministère de la culture et de la communication et de constituer un outil de référence pour l'évaluation ultérieure des résultats.

Pour 1999, la dotation BCRD attribuée au ministère s'élève à **720,130 millions de francs (MF)** en dépenses ordinaires (DO) ajoutées aux crédits de paiement (CP) (voir les tableaux n° 1, 2 et 3)

Depuis 1996, elle comprend les crédits destinés à la Cité des sciences et de l'industrie (CSI), soit 520,498 MF en 1999 (voir le tableau n° 8).

Les augmentations en LFI et en DO plus CP entre 1998 et 1999 sont de :

- +1,7 % pour les services de recherche du ministère,
- +1,1 % pour la cité des sciences et de l'industrie (CSI).

L'augmentation des crédits destinés aux services du ministère (+1,7%) est sensiblement supérieure à celle de l'ensemble du BCRD qui progresse de 1,6 % et atteint en DO plus CP un total de 53 915 MF. Par contre, l'augmentation des crédits de la CSI (+1,1%) a été limitée à celle engendrée par l'accord salarial signé dans cet établissement.

Les moyens nouveaux attribués aux programmes de recherche des services du ministère se répartissent en :

- la création de deux emplois d'assistants ingénieurs (voir le tableau n° 9)
- une mesure nouvelle de 1,1 MF en dépenses d'investissement de l'Etat (chapitre 56.98) pour l'équipement scientifique du Centre interrégional de conservation et de restauration (CICRP) situé à Marseille (voir les tableaux n°4 et 5).

Ces mesures ont été complétées par des redéploiements de crédits sur les deux chapitres d'investissement afin de parvenir à honorer la totalité (1,3 MF) de la première tranche d'équipement du CICRP, de permettre le lancement d'un appel à propositions de recherches sur la ville (+0,4 MF) et de stabiliser le financement (+0,36 MF) des formations supérieures assurées par l'institut de recherche et de coordination acoustique/musique associant sciences de l'ingénieur et musicologie (voir les tableaux n° 6 et 7).

La progression modérée des crédits de recherche pour 1999, semblable à celle du BCRD dans son ensemble, reste très inférieure à l'augmentation de 3,6% du budget de la culture. Elle ne permet pas de compenser significativement les baisses et les suppressions d'emplois de recherche subies entre 1994 et 1997.

Les capacités d'intervention du budget 1999 (hors fonctionnement, équipement et soutien des programmes) resteront encore très limitées en raison de l'insuffisance de crédits incitatifs et de créations d'emplois pour accompagner le lancement de nouveaux programmes de recherche.

Face à cette situation, la politique de partenariat qui est menée depuis plusieurs années avec des équipes françaises ou étrangères apparaît comme la seule garantie de développement durable. Un renforcement des efforts en faveur de la valorisation économique, culturelle ou sociale des résultats obtenus est un autre impératif pour que les services scientifiques du ministère gardent la place qui est aujourd'hui la leur au sein de la communauté scientifique.

**ANNEXES BUDGETAIRES DU RAPPORT INTRODUCTIF
A LA PROGRAMMATION DE LA RECHERCHE
POUR 1999**

**COMPARAISON DES CREDITS BCRD EN LOI DE FINANCES INITIALE (LFI)
ENTRE 1998 et 1999 PAR TITRE BUDGETAIRE**

	LFI 98	LFI 99	LFI 99-LFI 98	% 99/98
(DO) TITRE III				
personnels recherche MCC	113 294 602 F	116 109 846 F	2 815 244 F	2,5%
actualisation rémunérations		- F		
mesures Durafour (1 IEhc,1 IE1, -2 IE2)		- F		
2 créations d'emplois AI				
pas d'autres transformations d'emplois		- F		
<i>sous-total emplois MCC</i>	<i>113 294 602 F</i>	<i>116 109 846 F</i>	<i>2 815 244 F</i>	<i>2,5%</i>
vacations de recherche MCC	2 721 251 F	2 721 251 F	- F	0,0%
DO personnel MCC	116 015 853 F	118 831 097 F	2 815 244 F	2,4%
total fonctionnement recherche	7 174 147 F	8 174 147 F	1 000 000 F	13,9%
			<i>*transfert du 56.98</i>	
Et. public (11 contrats EP 98)	3 040 000 F	3 067 360 F	27 360 F	0,9%
pas de création de contrats en EP		- F		
<i>sous-total emplois EP (hors CSI)</i>	<i>3 040 000 F</i>	<i>3 067 360 F</i>	<i>27 360 F</i>	<i>0,9%</i>
DO CSI : 893 emplois (actualisation à 2%)	279 900 000 F	285 498 000 F	5 598 000 F	2,0%
DO MCC : 561 emplois (dont 2 contrats)	126 230 000 F	130 072 604 F	3 842 604 F	3,0%
total DO BCRD	406 130 000 F	415 570 604 F	9 440 604 F	2,3%
AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP)				
TITRE V 56 98 MCC (priorité CICRP)	16 750 000 F	17 850 000 F	1 100 000 F	6,6%
<i>dont soutien de programme MCC</i>	<i>7 770 000 F</i>	<i>6 700 000 F</i>	<i>- 1 070 000 F</i>	<i>-13,8%</i>
TITRE V 56 98 Architecture (transfert)	1 250 000 F	250 000 F	- 1 000 000 F	-80,0%
<i>dont soutien de progr. architecture</i>	<i>- F</i>	<i>- F</i>	<i>- F</i>	
AP total TITRE V 56.98 MCC	18 000 000 F	18 100 000 F	100 000 F	0,6%
TITRE VI 66 98 MCC	45 100 000 F	44 700 000 F	- 400 000 F	-0,9%
<i>dont soutien de programme MCC</i>	<i>7 250 000 F</i>	<i>7 090 000 F</i>	<i>- 160 000 F</i>	<i>-2,2%</i>
TITRE VI 66 98 Architecture (priorité)	6 900 000 F	7 300 000 F	400 000 F	5,8%
<i>dont soutien de progr.laboratoires archi.</i>	<i>4 650 000 F</i>	<i>4 810 000 F</i>	<i>160 000 F</i>	<i>3,4%</i>
AP total TITRE VI 66.98 MCC	52 000 000 F	52 000 000 F	- F	0,0%
<i>dont total soutien de prog. MCC 66.98</i>	<i>11 900 000 F</i>	<i>11 900 000 F</i>	<i>- F</i>	<i>0,0%</i>
AP total TITRE VI 66.98 (CSI)	235 000 000 F	235 000 000 F	- F	0,0%
<i>dont soutien de programme CSI</i>	<i>205 000 000 F</i>	<i>205 000 000 F</i>	<i>- F</i>	<i>0,0%</i>
<i>dont équipement CSI</i>	<i>30 000 000 F</i>	<i>30 000 000 F</i>	<i>- F</i>	<i>0,0%</i>
AP total TITRE VI MCC+CSI	287 000 000 F	287 000 000 F	- F	0,0%
CREDITS DE PAIEMENT (CP)				
TITRE V 56 98 MCC	16 615 000 F	17 181 000 F	566 000 F	3,4%
TITRE V 56 98 Architecture	1 385 000 F	609 000 F	- 776 000 F	-56,0%
CP total TITRE V 56.98 MCC	18 000 000 F	17 790 000 F	- 210 000 F	-1,2%
TITRE VI 66 98 MCC	45 100 000 F	44 470 000 F	- 630 000 F	-1,4%
TITRE VI 66 98 EP Architecture	6 900 000 F	7 300 000 F	400 000 F	5,8%
CP total TITRE VI 66.98 MCC	52 000 000 F	51 770 000 F	- 230 000 F	-0,4%
CP TITRE VI (CSI)	235 000 000 F	235 000 000 F	- F	0,0%
CP Total VI MCC+CSI	287 000 000 F	286 770 000 F	- 230 000 F	-0,1%

N.B. AP : Autorisations de programmes, CP : Crédits de paiement, SP : Soutien de programmes, DO : dépenses ordinaires, MCC : ministère de la culture et de la communication, CSI : cité des sciences et de l'industrie, EP : établissement public, IE : ingénieur d'étude, hc : hors classe, AI : assistant ingénieur, BCRD : budget civil de recherche et développement

Tableau n°1

**COMPARAISON DES CREDITS BCRD EN DO, AP, CP, DO+AP ET DO+CP
EN LOI DE FINANCES INITIALE (LFI) ENTRE 1998 et 1999**

crédits BCRD	LFI 98	LFI 99	LFI 99-LFI 98	% 99/98
DO MCC	126 230 000 F	130 072 604 F	3 842 604 F	3,0%
DO CSI	279 900 000 F	285 498 000 F	5 598 000 F	2,0%
total DO	406 130 000 F	415 570 604 F	9 440 604 F	2,3%
AP MCC	70 000 000 F	70 100 000 F	100 000 F	0,1%
AP CSI	235 000 000 F	235 000 000 F	- F	0,0%
total AP	305 000 000 F	305 100 000 F	100 000 F	0,0%
DO+AP MCC	196 230 000 F	200 172 604 F	3 942 604 F	2,0%
DO+AP CSI	514 900 000 F	520 498 000 F	5 598 000 F	1,1%
total DO+AP	711 130 000 F	720 670 604 F	9 540 604 F	1,3%
CP MCC	70 000 000 F	69 560 000 F	- 440 000 F	-0,6%
CP CSI	235 000 000 F	235 000 000 F	- F	0,0%
total CP	305 000 000 F	304 560 000 F	- 440 000 F	-0,1%
DO+CP MCC	196 230 000 F	199 632 604 F	3 402 604 F	1,7%
DO+CP CSI	514 900 000 F	520 498 000 F	5 598 000 F	1,1%
total DO+CP	711 130 000 F	720 130 604 F	9 000 604 F	1,3%

N.B. AP : Autorisations de programmes, CP : Crédits de paiement, SP : Soutien de programmes, DO : dépenses ordinaires, MCC : ministère de la culture et de la communication, CSI : cité des sciences et de l'industrie, BCRD : budget civil de recherche et développement, CICRP : centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine, LFI : loi de finances initiale

Tableau n°2

COMPARAISON DES CREDITS DU TITRE III ENTRE 1998 ET 1999

chapitre budgétaire	LFI 98	LFI 99	PLFI 99-LFI98	%99/98
31.01 Rémunérations principales				
90 personnels recherche	96 379 959 F	98 687 385 F	2 307 426 F	2,4%
31.03 Indemnités				
90 personnels recherche	11 975 156 F	12 252 644 F	277 488 F	2,3%
31.90 Autres rémunérations (vacations)				
90 personnels recherche	2 721 251 F	2 721 251 F	- F	0,0%
33.90 Cotisations sociales, part de l'Etat				
90 personnels recherche	2 860 924 F	3 029 334 F	168 410 F	5,9%
33.91 Prestations sociales versées par l'Etat				
90 personnels recherche	2 078 563 F	2 140 483 F	61 920 F	3,0%
<i>dont actualisation 99 et réforme Durafour</i>				
Total	116 015 853 F	118 831 097 F	2 815 244 F	2,4%
34.97 fonctionnement des services centraux				
90 recherche	7 004 147 F	8 004 147 F	1 000 000 F	14,3%
			<i>transfert du chap. 56.98</i>	
34.98 fonctionnement des services déconcentrés				
90 recherche CICRP	170 000 F	170 000 F	- F	0,0%
	7 174 147 F	8 174 147 F	1 000 000 F	13,9%
36.60 subventions aux établissements publics				
94 Cité des sciences et de l'industrie	279 900 000 F	285 498 000 F	5 598 000 F	2,0%
			<i>actualisation</i>	
95 11 contrats au musée du Louvre et BNF	3 040 000 F	3 067 360 F	27 360 F	0,9%

Tableau n°3

**COMPARAISON DES CREDITS DU TITRE V (Ch. 56.98) EN AP ET CP
PAR DIRECTION ENTRE 1998 ET 1999**

		LFI98		LFI 99	
56.98	Investissements Etat	AP		AP	AP99-AP98
10	patrimoine écrit et documentaire (archives)	500 000 F		500 000 F	- F
20	patrimoine monumental	7 850 000 F		7 850 000 F	- F
	<i>archéologie (services régionaux et nationaux)</i>	4 900 000 F		4 900 000 F	- F
	<i>Inventaire (services régionaux et nationaux)</i>	800 000 F		800 000 F	- F
	<i>labo. rech. des monuments historiques</i>	2 150 000 F		2 150 000 F	- F
30	patrimoine muséographique	3 950 000 F		3 750 000 F	- 200 000 F
	<i>labo. rech des musées de France</i>	2 850 000 F		2 850 000 F	- F
	<i>services de restauration</i>	1 100 000 F		900 000 F	- 200 000 F
70	recherches architecturales	1 250 000 F		250 000 F	- 1 000 000 F
90	prog. interdisciplinaires et valorisation	4 450 000 F		5 750 000 F	1 300 000 F
	<i>Dép. études et prospective</i>	3 000 000 F		3 000 000 F	- F
	<i>Etudes techniques et multimédias</i>	1 300 000 F		1 300 000 F	- F
	<i>Centre interrégional de conservation : CICRP</i>	150 000 F		1 450 000 F	1 300 000 F
	total	18 000 000 F		18 100 000 F	100 000 F

Tableau n°4 (AP 56.98)

		LFI 98		LFI 99	
56.98	Investissements Etat	CP	dont SP	CP	dont SP
10	patrimoine écrit et documentaire (archives)	400 000 F		503 000 F	
20	patrimoine monumental	8 035 000 F	4 415 000 F	7 798 000 F	4 200 000 F
	<i>archéologie (services régionaux et nationaux)</i>		2 300 000 F		2 300 000 F
	<i>Inventaire (services régionaux et nationaux)</i>		800 000 F		600 000 F
	<i>labo. rech. des monuments historiques</i>		1 315 000 F		1 300 000 F
30	patrimoine muséographique	4 000 000 F	2 000 000 F	3 798 000 F	1 900 000 F
	<i>labo. rech des musées de France</i>				
	<i>services de restauration</i>				
70	recherches architecturales	1 385 000 F		609 000 F	
90	prog. interdisciplinaires et valorisation	4 180 000 F	1 355 000 F	5 082 000 F	600 000 F
	<i>Dép. études et prospective</i>	3 280 000 F	500 000 F	3 000 000 F	500 000 F
	<i>Etudes techniques et multimédias</i>	750 000 F	855 000 F	882 000 F	100 000 F
	<i>Centre interrégional de conservation : CICRP</i>	150 000 F		1 200 000 F	
	total	18 000 000 F	7 770 000 F	17 790 000 F	6 700 000 F

Tableau n°5 (CP 56.98)

N.B. AP : Autorisations de programmes, CP : Crédits de paiement, SP : Soutien de programmes, DO : dépenses ordinaires BCRD : budget civil de recherche et développement, CICRP : centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine, LFI : loi de finances initiale

**COMPARAISON DES CREDITS DU TITRE VI (Ch. 66.98) EN AP
PAR DIRECTION ENTRE 1998 ET 1999
(hors CSI)**

		LFI98	LFI 99	
66.98	Subventions d'investissement	AP	AP	AP99-AP98
10	patrimoine écrit et documentaire	2 980 000 F	2 920 000 F	- 60 000 F
	<i>Dir. Archives de France</i>	1 160 000 F	1 100 000 F	- 60 000 F
	<i>Dir. livre et lecture</i>	950 000 F	950 000 F	- F
	<i>Bibliot. nat. de France</i>	870 000 F	870 000 F	- F
20	patrimoine monumental	25 250 000 F	25 250 000 F	- F
	<i>archéologie (fouilles)</i>	20 000 000 F	20 000 000 F	- F
	<i>inventaire (patrimoine industriel)</i>	1 450 000 F	1 450 000 F	- F
	<i>lab. rech. monuments historiques</i>	900 000 F	900 000 F	- F
	<i>recherches ethnologiques</i>	2 900 000 F	2 900 000 F	- F
30	patrimoine muséographique	1 270 000 F	1 170 000 F	- 100 000 F
	<i>publications scientifiques des musées</i>	700 000 F	700 000 F	- F
	<i>recherches du Musée du Louvre</i>	570 000 F	470 000 F	- 100 000 F
40	création artistique	3 900 000 F	3 700 000 F	- 200 000 F
	<i>recherches en arts plastiques</i>	600 000 F	500 000 F	- 100 000 F
	<i>rech. en musique, danse, théâtre</i>	3 300 000 F	3 200 000 F	- 100 000 F
65	cinéma (<i>rech. patrimoniales</i>)	500 000 F	300 000 F	- 200 000 F
70	recherches architecturales	6 900 000 F	7 300 000 F	400 000 F
80	prog. interdisc. et valor.	7 300 000 F	7 100 000 F	- 200 000 F
	<i>opérations nationales, progr. collectifs</i>	6 500 000 F	6 300 000 F	- 200 000 F
	<i>dép. études et prospective</i>	800 000 F	800 000 F	- F
90	CNCACGP (<i>recherches IRCAM</i>)	3 900 000 F	4 260 000 F	360 000 F
	total	52 000 000 F	52 000 000 F	- F

Tableau n° 6 (AP 66.98)

N.B. AP : Autorisations de programmes, CP : Crédits de paiement, SP : Soutien de programmes, DO : dépenses ordinaires, MCC : ministère de la culture et de la communication, CSI : cité des sciences et de l'industrie, EP : établissement public, BCRD : budget civil de recherche et développement, CICRP : centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine, LFI : loi de finances initiale

**COMPARAISON DES CREDITS DU TITRE VI (Ch. 66.98) EN CP
PAR DIRECTION ENTRE 1998 ET 1999
(hors CSI)**

66.98	Subventions d'investissement	LFI 98		LFI 99	
		CP	dont SP	CP	dont SP
10	patrimoine écrit et documentaire	2 980 000 F	2 030 000 F	2 913 000 F	1 970 000 F
	<i>Dir. Archives de France</i>	1 160 000 F	1 160 000 F	1 100 000 F	1 100 000 F
	<i>Dir. livre et lecture</i>	950 000 F		943 000 F	
	<i>Bibliot. nat. de France</i>	870 000 F	870 000 F	870 000 F	870 000 F
20	patrimoine monumental	25 250 000 F		25 000 000 F	
	<i>archéologie (fouilles)</i>				
	<i>inventaire (patrimoine industriel)</i>				
	<i>lab. rech. monuments historiques</i>				
	<i>recherches ethnologiques</i>				
30	patrimoine muséographique	1 270 000 F	570 000 F	1 170 000 F	470 000 F
	<i>publications scientifiques des musées</i>	700 000 F		700 000 F	
	<i>recherches du Musée du Louvre</i>	570 000 F	570 000 F	470 000 F	470 000 F
40	création artistique	3 900 000 F		3 717 000 F	
	<i>recherches en arts plastiques</i>	600 000 F		500 000 F	
	<i>rech. en musique, danse, théâtre</i>	3 300 000 F		3 217 000 F	
65	cinéma (<i>rech. patrimoniales</i>)	500 000 F		300 000 F	
70	recherches architecturales	6 900 000 F	4 650 000 F	7 300 000 F	4 810 000 F
80	prog. interdisc. et valor.	7 300 000 F	750 000 F	7 110 000 F	750 000 F
	<i>opérations nationales, progr. collectifs</i>	6 500 000 F	750 000 F	6 310 000 F	750 000 F
	<i>dép. études et prospective</i>	800 000 F		800 000 F	
90	CNCACGP (<i>recherches IRCAM</i>)	3 900 000 F	3 900 000 F	4 260 000 F	3 900 000 F
	total	52 000 000 F	11 900 000 F	51 770 000 F	11 900 000 F

Tableau n° 7 (CP 66.98)

N.B. AP : Autorisations de programmes, CP : Crédits de paiement, SP : Soutien de programmes, DO : dépenses ordinaires, MCC : ministère de la culture et de la communication, CSI : cité des sciences et de l'industrie, EP : établissement public, BCRD : budget civil de recherche et développement, CICRP : centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine, LFI : loi de finances initiale

**COMPARAISON DES CREDITS DE LA CITE DES SCIENCES
ET DE L'INDUSTRIE ENTRE 1998 ET 1999**

	LFI 98	LFI 99
--	---------------	---------------

36.60	rémunérations	279 900 000 F	285 498 000 F
--------------	----------------------	---------------	---------------

		AP	CP	AP	AP99-AP98	CP
66.98	Subventions d'investissement					
	<i>Equipement</i>	30 000 000 F	30 000 000 F	30 000 000 F	- F	30 000 000 F
	<i>Soutien des programmes</i>	205 000 000 F	205 000 000 F	205 000 000 F	- F	205 000 000 F

total 66.98		235 000 000 F	235 000 000 F	235 000 000 F	- F	235 000 000 F
--------------------	--	----------------------	----------------------	----------------------	------------	----------------------

Tableau n° 8

N.B. AP : Autorisations de programmes, CP : Crédits de paiement, SP : Soutien de programmes, DO : dépenses ordinaires, MCC : ministère de la culture et de la communication, CSI : cité des sciences et de l'industrie, BCRD : budget civil de recherche et développement, LFI : loi de finances initiale

EMPLOIS DU MINISTERE CHARGE DE LA CULTURE INSCRITS AU BCRD

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Désignation									
Ingénieur de recherche hors classe	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Ingénieur de recherche de 1ère classe	8	18	18	18	18	18	18	31	31
Ingénieur de recherche de 2ème classe	62	52	52	52	52	52	52	64	64
Ingénieur d'études hors classe							3	4	5
Ingénieur d'études de 1ère classe	45	45	45	45	45	45	45	46	47
Ingénieur d'études de 2ème classe	181	190	190	190	190	190	187	193	191
Assistant ingénieur	71	65	65	65	65	65	62	62	64
Technicien de recherche de 1ère classe		15	15	10	16				
Technicien de recherche 1er grade nouveau					124	115			
Techn. de rech. 1ère classe 3è grade nouveau				5	10				
Technicien de recherche de 2ème classe	33	37	38	40					
Technicien de recherche de 3ème classe	108	100	99	97					
Technicien de recherche de classe exceptionnelle						15	15	15	15
Technicien de recherche de classe supérieure						20	33	37	37
Technicien de recherche de classe normale							95	98	98
Adjoint administratif des services déconcentrés								1	1
Dessinateur								1	1
Attaché de l'INSEE	3	3	3	3	3	3	3	3	3
TOTAL EMPLOIS TITULAIRES MRT	512	527	527	527	525	525	515	557	559
<i>créations/suppressions d'emplois dans l'année</i>	<i>10</i>	<i>15</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-2</i>	<i>0</i>	<i>-10</i>	<i>0</i>	<i>2</i>
CONTRACTUELS DU MINISTERE (hors catégorie A et B)	2	2	2	2	2	2	2	2	2

Emplois de la recherche architecturale inscrits au BCRD transférés au ministère chargé de la culture

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Désignation									
TITULAIRES						2	2	0	0
CONTRACTUELS (ITA, RIN, cat A)						40	40	0	0

Tableau n°9

**patrimoine écrit
documentaire
et cinématographique**

groupe de programmes n° 1

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

Activités de recherche pour 1999

Les grands axes de la programmation de la recherche présentée par la direction des archives de France s'inscrivent pour l'année 1999 dans la plus parfaite continuité par rapport à 1997. Plus précisément ils s'inscrivent dans deux des trois objectifs qui se sont dégagés au cours de la réflexion menée à l'occasion des Assises de la Recherche, à savoir :

- le contrôle de la bonne conservation matérielle des documents ;
- la conservation à long terme de l'ensemble des archives historiques et notamment des « archives informatiques » ;
- la production d'instruments de recherche permettant d'éviter, autant que faire se peut, le recours aux originaux par une bonne orientation préalable des chercheurs et de manuels d'archivistique destinés à faire le point sur les dernières évolutions de la réglementation et de la pratique.

L'étude, entamée en 1998, pour la rénovation des méthodes de traitement de la documentation associée aux archives informatiques devrait être achevée en 1999.

L'année 1999 devrait voir également s'achever le programme d'étude, entamé en 1997, sur les procédés, papiers et encres à utiliser pour la production des documents administratifs et juridiques. Les résultats de ce programme une fois connus, il devra être possible de tester les imprimantes de micro-ordinateurs et d'obliger les services de l'Etat et collectivités à n'utiliser, pour la production des documents administratifs et juridiques dont la conservation définitive s'impose absolument, que les seules imprimantes et procédés d'impression reconnus fiables.

En 1999 sera également poursuivie l'étude, entamée en 1998, sur la restauration et la conservation à long terme des bulles de plomb et des lacs de soie qui les relient aux documents ainsi scellés.

Dans le domaine de la conservation préventive, l'année 1999 devrait connaître la réalisation d'un *Guide d'évaluation des conditions de conservation dans les bâtiments d'archives*, instrument indispensable pour aider les responsables des services d'archives à mieux programmer leur intervention et à assurer, sur des bases plus solides, la sauvegarde des fonds qui sont placés sous leur responsabilité.

Dans le domaine des publications, la direction des archives de France poursuit sa politique de réalisation de manuels d'archivistique destinés notamment à diffuser, en France et à l'étranger, les résultats des études menées dans les domaines du traitement des fonds d'archives, de la conservation matérielle des documents et de l'utilisation des nouvelles technologies.

En matière d'instruments de recherche la mise en route de la base BORA (base d'orientation et de recherche dans les archives) est au programme de la direction des archives de France. Est en outre prévue la publication d'un certain nombre d'inventaires d'archives, dont le répertoire du très important fonds de la police générale pour le XIXe siècle et le début du XXe siècle.

FICHE DE SYNTHESE

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

SERVICE TECHNIQUE

1) ENVELOPPE RECHERCHE :

Titre III : 34.97 90	Fonctionnement	250 000 F	
31.90 90	Vacations		
		AP	CP
Titre V : 56 98	Equipement		
	Soutien de programme		
	Etudes		
	Total	500 000 F	503.000 F
Titre VI : 66.98	Subventions de recherche	1 100 000 F	1 100 000 F
	Opérations de valorisation		
	Total		

2) AUTRES FINANCEMENTS DE LA RECHERCHE :

	Chapitre/article	Montant	Nature du soutien
Titre III	34.20		Soutien à études menées à la DAF
Titre IV			
Titre V			
Titre VI			

**FICHE DE PROGRAMMATION
DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT ET DE VACATIONS**

CHAPITRES 34 97 90 ET 31 90 90

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

SERVICE TECHNIQUE

TOTAL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT 34.97 90 : (indiquer si les crédits sont déconcentrés)

Répartition des crédits	Nature des dépenses de fonctionnement
100 000 F	Traduction en anglais d'études d'archivistique
150 000 F	Travaux de numérisation et de saisie de données

Autres crédits de fonctionnement :
(à titre indicatif)

TOTAL DES CREDITS DE VACATIONS DE RECHERCHE 31 90 90 :

Répartition des vacations	Nature du programme soutenu
Service technique	Participation à l'élaboration de l'enquête statistique annuelle sur l'activité des services d'archives
	Participation à la réalisation de la base d'orientation et de recherche dans les archives (BORA)

Autres crédits de vacations : (à titre indicatif)

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

SERVICE TECHNIQUE ET SERVICE DES PUBLICATIONS

**TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE
PROGRAMME :**

Publication d'instruments de recherche des Archives nationales

Programme prévisionnel

- Procès-verbaux du directoire exécutif (5 tomes)
- Sous-série F 7 des Archives nationales. Police générale
- Archives des présidents de la IIIème et de la IVème Républiques
- Archives de Vincent Auriol
- Archives de Pierre Lefranc

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

Documentation française

DURÉE : 2 ans

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		250 000 F	276 541
2000			
2001			

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE.

SERVICE TECHNIQUE

**TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE
PROGRAMME :**

Elaboration d'un *Guide d'évaluation des conditions de conservation dans un bâtiment d'archives*

Un tel guide, inspiré de celui publié il y a quelques années par le Bureau canadien des archives, a pour objectif d'aider les responsables des services d'archives à établir ou faire établir des diagnostics sur les bâtiments, sur l'état de conservation et les modes de communication des documents dont ils ont la responsabilité et de leur permettre de dresser dans les meilleures conditions possibles des programmes d'intervention sur les bâtiments et les documents.

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

A choisir parmi les spécialistes de la conservation préventive

DURÉE : 1 an

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		250 000 F	250 000 F
2000			
2001			

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

**CENTRE DE RECHERCHE SUR LA CONSERVATION DES DOCUMENTS
GRAPHIQUES**

Unité mixte

CNRS/Culture/Museum

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Recherches sur la conservation-restauration des documents graphiques et audiovisuels
(programme joint)

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET : 1 an

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		1 100 000 F	1 100 000 F

CENTRE DE RECHERCHES SUR LA CONSERVATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

Les recherches menées au CRCDG s'orientent autour de plusieurs axes complémentaires : identifier les matériaux qui constituent les documents graphiques et photographiques, ou qui sont utilisés pour leur conservation-restauration ; mettre en évidence les mécanismes de dégradation de ces constituants ; élaborer des méthodes de conservation-restauration, en insistant sur les procédés de masse. Cependant, tout en poursuivant ses études sur les traitements curatifs, le CRCDG met l'accent sur la recherche en conservation préventive.

1. Identification des matériaux

- Caractérisation des liants des encres anciennes sur parchemin par CG-SM
- Analyse par CPG avec la méthode de l'espace de tête de la fraction active de certaines huiles essentielles à propriétés antifongiques
- Création d'une base de données chromatographiques après pyrolyse des polymères utilisés en conservation-restauration

2. Étude des mécanismes de dégradation

- Application de la chromatographie d'exclusion stérique à l'étude de la dégradation de la cellulose
- Étude de la détérioration des parchemin par chromatographie d'exclusion stérique
- Recherche d'une méthode de caractérisation physico-chimique de l'état de dégradation des supports en triacétate de cellulose (en collaboration avec le CNC, Archives du film de Bois-d'Arcy)

3. Conservation-restauration

- Analyse et traitement des papiers calques
Étude du traitement des films cinématographiques attaqués par les micro-organismes (en collaboration avec le CNC, Archives du film de Bois-d'Arcy)
- Étude de l'activité antifongique des huiles essentielles

4. Conservation préventive : contrôle de l'environnement

- Étude des modifications de couleur du cuir de tannage végétal
- Mise au point d'un dosimètre pour le contrôle de l'exposition des œuvres
- Étude du comportement des disques optiques numériques en atmosphère polluée (en collaboration avec la société Digipress)
- Détection des contaminants fongiques sur les documents par dosage de l'adénosine triphosphate (ATP)

DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE

(voir aussi le groupe de programmes n°5)

Recherches menées par la Direction du livre et de la lecture

En 1998, les recherches menées directement par la Direction du livre et de la lecture (DLL) s'inscriront dans les grandes orientations définies par le schéma stratégique de la recherche au Ministère de la culture et de la communication pour les années 1997-2000.

En premier lieu, la valorisation du patrimoine écrit et graphique sera comme en 1998 l'un des axes forts de la programmation de recherche de la DLL, bien que les crédits du BCRD alloués au livre et à la lecture en 1999 (qui ont subi une forte diminution en 1997) ne permettent plus le financement sur le titre VI (chap. 66.98) de tous les programmes d'inventaires scientifiques pluriannuels déjà engagés et devant impérativement être poursuivis.

En second lieu, sera privilégié l'un des grands thèmes interdisciplinaires et interministériels prioritaires du schéma stratégique de la recherche pour les années 1997-2000, « Culture, ville et aménagement urbain », grâce à une recherche consacrée aux usages collectifs juvéniles des bibliothèques de lecture publique et aux tensions sociales qui en découlent.

En outre, dans le cadre de ces différents programmes, la DLL entend poursuivre et renforcer toutes les collaborations déjà mises en oeuvre durant les années précédentes : avec la Bibliothèque nationale de France (BNF) bien sûr, partenaire scientifique indispensable pour la valorisation du patrimoine écrit conservé dans les bibliothèques sur tout le territoire français, et qui dispose par ailleurs d'une compétence reconnue dans le domaine de la recherche appliquée ; avec la Bibliothèque publique d'information (BPI), dont le service « études et recherche » possède une autorité incontestable dans le domaine de la recherche sociologique sur la lecture ; mais aussi avec le Ministère chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur (laboratoires du CNRS, Sous-direction chargée des bibliothèques des établissements d'enseignement supérieur, Chancellerie des universités de Paris).

Poursuite des programmes d'inventaires scientifiques

- Le programme pluriannuel d'inventaires mené en collaboration avec l'Institut de recherche sur l'Histoire des textes (IRHT) : constitution d'une filmothèque et photothèque de manuscrits médiévaux sera poursuivi en direction des bibliothèques relevant du contrôle technique du ministère de la culture et de la communication, ainsi que des bibliothèques universitaires (en liaison avec le ministère chargé de l'enseignement supérieur).

En matière d'iconographie médiévale, la DLL s'attache à mettre en oeuvre une harmonisation des systèmes d'indexation utilisés par les différentes institutions travaillant dans ce domaine, parallèlement à la réflexion également engagée sur les normes de catalogage et de numérisation. Le travail de synthèse mené en 1998 par l'IRHT et la BNF, à la demande de la DLL, pour l'indexation des manuscrits médiévaux enluminés constituera l'un des supports scientifiques du programme national de numérisation des fonds locaux et patrimoniaux des bibliothèques municipales, qui sera mis en oeuvre par la DLL en 1999.

- Seront également poursuivis les catalogues régionaux d'incunables établis avec la collaboration scientifique du Centre d'études supérieures sur la Renaissance, unité mixte du CNRS et de l'Université de Tours, ainsi que le catalogue du patrimoine musical régional établi en

collaboration avec la Direction de la musique et de la danse (DMD) et la BNF et dont les quinze premiers volumes ont été publiés par la DLL.

- En outre, du fait de l'insuffisance de crédits de titre VI (chap. 66-98), la DLL continuera de financer en 1999 la constitution du répertoire national des manuscrits littéraires français contemporains sur ses crédits d'intervention (chap. 43.20, art. 10), tout en souhaitant qu'il soit à nouveau pris en charge dès 2000 sur crédits du BCRD dont il relève en priorité au regard de la qualité des collaborations scientifiques qu'il met en oeuvre et de l'ampleur de ses objectifs.
- Enfin, en réponse aux attentes des professionnels et en concertation avec la BNF, d'autres directions du ministère (Direction des archives de France ; Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles ; Direction des musées de France) et avec le Centre national du théâtre et le Comité d'histoire du ministère, la DLL a lancé en 1998 un programme de recherche concernant le recensement national des sources et ressources des arts du spectacle (portant sur les collections conservées dans ce domaine par la BNF, les bibliothèques municipales en région, les musées et les archives) : il s'agit du répertoire des arts du spectacle. La BNF (département des arts du spectacle) en assure la mise en oeuvre, sous l'autorité d'un comité de pilotage où sont représentées les différentes directions partenaires du projet. Une enquête a été adressée fin septembre 1998 aux différents organismes de conservation ainsi qu'aux structures de création et de diffusion concernés. Le traitement des informations recueillies commencera dès le début de l'année 1999 et celles-ci seront versées dans une base de données qui sera gérée par la BNF et accessible en réseau.

Recherche sur les pratiques des usagers des bibliothèques

Depuis plusieurs années, la DLL pilote des recherches fondées sur des enquêtes de terrain (qualitatives et/ou quantitatives) afin de rendre compte des évolutions et des comportements des différents publics de lecteurs, ainsi que de leur rapport à l'offre documentaire. Cet axe et cette méthode de recherche seront poursuivis en 1999. Le programme de recherche piloté par la DLL et par le service « études et recherche » de la BPI portera sur les usages collectifs juvéniles des bibliothèques. Il permettra d'établir une analyse d'ordre sociologique et ethnologique sur un sujet de plus en plus important pour la définition de politiques d'accueil des publics par les professionnels de la lecture publique.

FICHE DE SYNTHESE

DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE

1) ENVELOPPE RECHERCHE :

Titre III : 34.97 90	Fonctionnement		
31.90 90	Vacations		
		AP	CP
Titre V : 56 98	Equipement		
	Soutien de programme		
	Etudes		
	Total		
Titre VI : 66.98	Subventions de recherche	950 000 F	943 000 F
	Opérations de valorisation		
	Total	950 000 F	943 000 F

2) AUTRES FINANCEMENTS DE LA RECHERCHE :

	Chapitre/article	Montant	Nature du soutien
Titre III	34.97, art. 12	250 000 F	Poursuite de la publication du Catalogue du patrimoine musical régional (5 volumes prévus)
Titre IV	43.20, art. 10	300 000 F	poursuite du Répertoire national des manuscrits littéraires français contemporains
Titre V			
Titre VI			

**SUBVENTION DE LA RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE

TITRE ET RÉSUMÉ DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Constitution d'une filmothèque et d'une photothèque reproduisant les manuscrits médiévaux conservés dans les bibliothèques publiques françaises (à l'exception de la Bibliothèque nationale de France)

Cette campagne systématique, en cours depuis 1979, a pour objectif de rendre accessible ce très riche corpus tant textuel qu'iconographique, en constituant, aussi bien dans les bibliothèques qui détiennent les manuscrits qu'à l'Institut de recherche et d'histoire des textes, une collection exhaustive de microfilms de conservation et de photographies susceptibles d'être exploités sous diverses formes par les chercheurs. Cette opération se déroule dans le cadre fixé par une convention tripartite quinquennale Education nationale/Culture/IRHT, signée en 1997.

Ce programme pluriannuel devrait arriver à terme aux alentours de 2002. Le programme précis pour l'année 1999 sera fixé lors d'un conseil scientifique prévu en décembre 1998.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

CNRS - Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT), 40, avenue d'Iéna - 75116 PARIS

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(Indiquer leur apport respectif)

- Bibliothèques municipales (préparation et mise à disposition des manuscrits originaux)
- Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (pour le financement de la reproduction des seuls manuscrits conservés par les bibliothèques universitaires)

DUREE DU PROJET :

Jusqu'en 2002 (pour le microfilmage des manuscrits)

[l'achèvement de la campagne de reproduction des seules enluminures devra nécessiter, vraisemblablement, un délai plus long]

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC	ch. 66.98 art 12	A. P.	C. P.
1999	600.000 F	600.000 F	600.000 F
2000	600.000 F	600.000 F	600.000 F
2001	600.000 F	600.000 F	600.000 F

**SUBVENTION DE LA RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE

TITRE ET RÉSUMÉ DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Catalogues régionaux des incunables des bibliothèques de France

Cette recherche a pour but de permettre l'accès de la communauté scientifique à l'ensemble des collections d'incunables français. Ces fonds, notamment ceux conservés dans les petits établissements, sont encore largement méconnus, sous-exploités et menacés du fait de mauvaises conditions de conservation ou de l'inexistence de personnel qualifié. Dans la plupart des pays européens, des catalogues collectifs d'incunables ont été mis en chantier afin de faciliter les recherches des historiens du livre et de la culture. Ce catalogage doit s'effectuer au niveau régional, où sont désignés des responsables scientifiques, notamment conservateurs des bibliothèques. Ce programme est placé, au niveau national, sous la direction de M. Pierre Aquilon, maître de conférences à l'Université François-Rabelais de Tours. Il prend la forme d'une série de catalogues sur support papier et pourrait passer à l'avenir sur support numérique.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

Centre d'études supérieures de la Renaissance (CERS), UMR 9913 (CNRS / Université François-Rabelais de Tours)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(Indiquer leur apport respectif)

Edition Klincksieck (édition papier)

DUREE DU PROJET :

1996- 2001

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC	ch. 66.98 art 12	A. P.	C. P.
1999	50.000 F	50.000 F	50.000 F
2000	50.000 F	50.000 F	50.000 F
2001	50.000 F	50.000 F	50.000 F

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

LA RECHERCHE A LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE EN 1999

Depuis 1994, la Bibliothèque nationale de France a mis en œuvre une politique de recherche qui s'inscrit dans le cadre d'une programmation pluriannuelle. Le premier plan triennal s'est achevé en 1997 : le second (1998-2000) est engagé. Il regroupe 29 programmes portant sur de grands domaines (dont 3 conduits par des personnes extérieures) : certaines recherches aboutissent à une mise à disposition des données collectées via les bases informatisées de l'établissement (Opale/Opale Plus ou Opaline). D'autres encore font l'objet d'un accès sur le WEB, tel l'Inventaire bibliographique des Relations franco-québécoises.

L'organisation des recherches à la BnF (inspirée du travail sur le Schéma directeur de la recherche au Ministère de la culture) est reconduite dans le nouveau plan triennal : elle s'articule ainsi autour de pôles prioritaires liés à l'activité propre de l'établissement ou pouvant entraîner des collaborations avec des partenaires extérieurs.

A. EXPLOITATION SCIENTIFIQUE DES FONDS

La Bibliothèque nationale de France tente de développer des pôles d'excellence pluridisciplinaires sur son patrimoine. Ces pôles regroupent des programmes de recherche portant sur un même objet mais de disciplines variées. Ils permettent la constitution d'équipes associant des conservateurs et des spécialistes de l'établissement à des institutions de recherche extérieures. Placées sous une direction scientifique unique ces équipes travaillent dans un cadre planifié. Quatre de ces pôles sont identifiés, dont deux sont d'ores et déjà constitués :

o Pôle "Numismatique" :

Recherches conduites sur les collections numismatiques (*Trésors monétaires, Numismatique orientale*) en partie regroupées au sein d'un Groupement de recherche du CNRS en association avec l'Université Paris IV, le Centre de recherches numismatiques Ernest Babelon et le Département des Monnaies et Médailles.

o Pôle "Patrimoine musical" :

L'Institut de recherche sur le patrimoine musical français (IRPMF) regroupe deux programmes de recherche conduits au sein de la Bibliothèque nationale de France (*Catalogue thématique de l'Œuvre de Jean-Philippe Rameau, Répertoire international des sources musicales*) dans une Unité mixte de recherche du CNRS (UMR 200) qui associe la Direction de la Musique et de la Danse, le Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris et le Département de la Musique de la Bibliothèque nationale de France.

o Pôle "Papier" :

La Bibliothèque nationale de France prévoit de fédérer les programmes traitant sous plusieurs angles des papiers en un troisième pôle de recherche. Il comprendra l'identification, la conservation, l'histoire des techniques de fabrication et d'emploi et la circulation des papiers. Ce pôle se construira à partir de programmes déjà en cours (*Identification automatisée des filigranes* conduit par l'ITEM, *Papiers anciens* avec l'IRHT, *Étude technique du Livre* piloté par la Direction des Services de la Conservation

de la Bibliothèque nationale de France) qui ont l'intérêt de traiter déjà de problèmes d'identification, d'histoire et de circulation des papiers avec des méthodologies et des techniques différentes. La mise en place d'un groupe d'étude provoqué par le LRMF sera une opportunité de travailler sur ce domaine de manière partagée et collaborative.

B. RECHERCHE APPLIQUÉE

La Bibliothèque nationale de France développe une politique de recherche appliquée dans trois secteurs : conservation, bibliothéconomie, ingénierie de l'information.

o Conservation :

La Bibliothèque nationale de France développe un programme d'études techniques et scientifiques sur tous les types de documents utilisant les ressources du laboratoire de Marne-La-Vallée ou celles de partenaires extérieurs (*Conservation et restauration des documents audiovisuels, des vidéogrammes, des documents sur supports électroniques ; amélioration des procédés de désacidification et traitement de masse des papiers*) et participe à des programmes internationaux (*programme de recherche sur la conservation des manuscrits de DunHuang*, par exemple).

o Bibliothéconomie :

La pratique professionnelle pointue dans des domaines particuliers de la bibliothéconomie (production bibliographique, normalisation, gestion des catalogues, échanges des données, politique documentaire...) a permis de développer au sein de la Bibliothèque nationale de France une capacité d'expertise reconnue au plan national et international. La Bibliothèque nationale de France souhaite valoriser mieux ces connaissances et en faire bénéficier la communauté professionnelle. Validé dans le nouveau plan d'action, un projet de constitution d'un fichier d'autorités des collectivités religieuses (CORELI) a été lancé en 1998, avec des partenaires tels que l'EHESS, la bibliothèque du Saulchoir, le CNRS. Il fonctionnera sur les trois années du plan.

Enfin la BnF souhaite développer au sein de l'établissement la veille technologique et l'ingénierie de l'information. Une réflexion sera conduite au cours de l'année 1999, permettant de mettre en relation les capacités de la BnF dans ses développements propres et les retombées des technologies mises en œuvre dans d'autres institutions ou domaines (p. ex. numérisation, services à distance, etc.)

La Bibliothèque nationale de France entend mettre à profit son expérience avec les Pôles associés pour inscrire la Recherche dans ses activités en réseau et bénéficier de l'appui de partenaires avec lesquels elle a déjà développé des projets : de nouveaux prolongements pourraient voir le jour, en cohérence avec un travail déjà mené en interne et qu'un élargissement viendrait opportunément mettre en perspective. A titre d'exemple une bibliographie telle que le BIPFPIG pourrait connaître des extensions régionales avec des partenaires déjà contractants au titre de "Pôle associé".

FICHE DE SYNTHESE

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

1) ENVELOPPE RECHERCHE :

Titre III : 34.97 90	Fonctionnement		
31.90 90	Vacations		
		AP	CP
Titre V : 56 98	Equipement		
	Soutien de programme		
	Etudes		
	Total		
Titre VI : 66.98	Subventions de recherche	870.000 F	870.000 F
	Opérations de valorisation		
	Total	870.000 F	870.000 F

2) AUTRES FINANCEMENTS DE LA RECHERCHE :

	Chapitre/article	Montant	Nature du soutien
Titre III			
Titre IV			
Titre V			
Titre VI			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION ET SERVICE : BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : CORELI

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Production d'un outil de gestion automatisé des collectivités religieuses françaises. Ce projet fait suite au programme COFAR achevé en mars 1996 (création de 850 notices d'autorité dans la base OPALE par le Bureau des Autorités - collectivités du Service de la coordination bibliographique). Il récupérera les données de la conversion rétrospective qui concerne les institutions religieuses, leurs dénominations successives, leur hiérarchie, leur structure. Les partenaires pressentis apporteront un complément scientifique en permettant de croiser leurs informations avec celles recueillies à la BnF.

Le démarrage de cette action, prévu en 1997, a dû être reporté en raison de l'investissement du service dans les opérations de migration des données vers le futur système d'information. L'année 1998 a été consacrée aux travaux de sélection et de préparation des fichiers à exploiter. En 1999 et 2000 le travail de saisie, dédoublement et vérifications sera accompli, en liaison avec les partenaires.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

CNRS, Bibliothèque du Saulchoir, EHESS. *Apport scientifique pour la cohérence et la validité des informations collectées.*

DUREE DU PROJET : 3 ans (1998-2000)

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche		ou de l'opération : 144.000,00 F	
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		24.000,00 F	24.000,00 F
2000		24.000,00 F	24.000,00 F
2001		-	-

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

**TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : CONSERVATION DES DOCUMENTS SONORES
(ou de l'appel d'offres ou de l'opération) ET AUDIOVISUELS**

Réunir toutes informations pour préconiser les mesures préventives de conservation les mieux adaptées, conditions de stockage, prévention des risques, restauration des supports... Évaluer la qualité initiale des supports d'enregistrement numérique et leur comportement dans le temps. Élaborer des outils de lecture des enregistrements anciens. Élaborer des outils de restauration d'enregistrements sonores dégradés. Mettre en oeuvre des unités de transfert de l'enregistrement depuis tout type de support et format vers des supports/systèmes de conservation et de communication.

En 1997, une nouvelle convention a été passée avec le LAM de Paris VI.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

Université Paris VI/CNRS. *Apport technique et locaux*

DUREE DU PROJET :

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		150.000 F	150.000 F
2000		150.000 F	150.000 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION ET SERVICE :

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : IMPRIMERIE PARISIENNE DU XVI^e AU XVIII^e
(ou de l'appel d'offres ou de l'opération) SIECLE

Édition des papiers de Philippe Renouard légués en 1952 à la Bibliothèque nationale de France et constitués en deux grandes séries. 1°) Les imprimeurs et libraires parisiens du XVI^e siècle : bibliographie par ordre alphabétique d'imprimeurs et de libraires. 2°) L'inventaire chronologique des éditions parisiennes du XVI^e siècle : recensement chronologique de la production.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET : 3 ANS (1998-2000)

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche		ou de l'opération : 136.800,00 F	
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		45.600,00 F	45.600,00 F
2000		45.600,00 F	45.600,00 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION ET SERVICE :

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : INCUNABLES FRANCAIS ILLUSTRÉS
(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Inventaire et analyse des illustrations des incunables français. Enquête iconographique et bibliographique. Recensement chronologique des bois gravés et de leurs occurrences, relevé des sujets et des descripteurs iconographiques. Inventaire des matériels utilisés par les imprimeurs et étude de leur diffusion. Publication d'un volume sur les Livres d'Heures ; à terme Constitution d'un produit sur support numérique.

ORGANISME SUBVENTIONNE :
(Nom et adresse)

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :
(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET : 3 ANS (1998-2000)

**NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel
S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part**

Coût total de la recherche		ou de l'opération :	273.600,00 F
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		45.600,00 F	45.600,00 F
2000		45.600,00 F	45.600,00 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION ET SERVICE :

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : MANUSCRITS ENLUMINES OCCIDENTAUX
(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Recensement et catalogage, en fonction de leur origine géographique, des manuscrits à peintures conservés à la Bibliothèque nationale de France. Une mission complémentaire s'est ajoutée depuis 1989 : celle de constituer une base de données enregistrant le matériel iconographique contenu dans les manuscrits enluminés de la Bibliothèque nationale de France.

ORGANISME SUBVENTIONNE :
(Nom et adresse)

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :
(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET : 3 ANS (1998-2000)

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel
S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche		ou de l'opération :	660.000,00 F
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		120.000,00 F	120.000,00 F
2000		120.000,00 F	120.000,00 F
2001		-	-

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION ET SERVICE :

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : MANUSCRITS ENLUMINES ORIENTAUX
(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Indexation iconographique dans Mandragore de toutes les peintures des manuscrits persans de la Bibliothèque nationale de France (achevée en février 1993 avec plus de 6000 images indexées) puis de 25 manuscrits orientaux de la collection Smith-Lesouëf, des manuscrits coptes (achèvement en novembre 1993), des manuscrits syriaques (achèvement prévu janvier 1995), des manuscrits géorgiens (idem). L'indexation des manuscrits arabes (160 manuscrits représentant 6000 images) a commencé également en 1993-1994. Sont prévus les indexations des manuscrits arméniens, éthiopiens, turcs et hébreux, éventuellement également des manuscrits indiens et sanskrits.

ORGANISME SUBVENTIONNE :
(Nom et adresse)

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :
(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET : 3 ANS (1998-2000)

**NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel
S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part**

Coût total de la recherche		ou de l'opération :	216.000,00 F
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		24.000,00 F	24.000,00 F
2000		24.000,00 F	24.000,00 F
2001		-	-

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION ET SERVICE :

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : REPERTOIRE INTERNATIONAL DES SOURCES MUSICALES

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Inventaire et description des manuscrits musicaux de la période 1570-1800 conservés dans les bibliothèques françaises. Il s'inscrit dans le cadre d'un programme international conçu en 1957 sous l'égide de la Société internationale de musicologie et de l'Association internationale des bibliothèques musicales. Depuis 1987, il fait aussi partie du projet Recensement du patrimoine musical patronné par le Ministère de la Culture (Direction de la Musique et Direction du Livre) et la BnF

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET : 3 ans (1998-2000)

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche		ou de l'opération :	768.300,00 F
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		217.500,00 F	217.500,00 F
2000		217.500,00 F	217.500,00 F
2001		-	-

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION ET SERVICE :

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : TRESORS MONETAIRES
(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Étude scientifique et publication de trouvailles de monnaies faites en France récemment ou autrefois, déposées ou simplement signalées au Département des monnaies, médailles et antiques de la Bibliothèque nationale de France.

Publications régulières sous forme de volumes qui constituent une série : TXVI publié en 97, tome XVII publié en 1998.

ORGANISME SUBVENTIONNE :
(Nom et adresse)

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :
(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET : 3 ANS (1998-2000)

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel
S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche		ou de l'opération : 1.047.000,00 F	
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		220.000,00 F	220.000,00 f
2000		220.000,00 f	220.000,00 F
2001		-	-

CENTRE NATIONAL DE LA CINEMATOGRAPHIE

**PROGRAMME DE RECHERCHE 1999
SUR LE PATRIMOINE CINÉMATOGRAPHIQUE**

CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

La mise en œuvre d'une politique patrimoniale de plus en plus active ces dernières années, et la nécessité de rassembler autour de la Maison du Cinéma des initiatives éparses qui puissent se nourrir de ce centre de ressources unique sur le cinéma, fait émerger une nouvelle activité de recherche coordonnée et soutenue par le Centre national de la cinématographie. Le programme de recherche présenté par le Centre national de la cinématographie dans le domaine du patrimoine cinématographique ne porte, pour le moment, que sur le volet "connaissance et préservation du patrimoine filmique". Pour 1999, une seule recherche est inscrite à ce programme.

L'inventaire et catalogage des films français de 1895 à 1955

Ce projet pluriannuel a été lancé en 1996, il vise à réaliser un inventaire des films français tournés sur support nitraté entre 1895 et 1955. Il s'agit de la partie la plus fragile de la production cinématographique française sur laquelle porte prioritairement l'effort de restauration engagé par le ministère de la Culture. Ce projet pluriannuel d'inventaire général permettra :

- de rendre "public" le travail de collecte du patrimoine filmique français effectué par toutes les institutions avec lesquelles le Service des Archives du film du Centre national de la cinématographie collabore,
- de faire connaître et de valoriser ces résultats au sein de la nouvelle bibliothèque-filmothèque, en permettant l'accès aux films français dont l'inventaire aura été dressé,
- de valoriser les collections et le travail de sauvegarde et de restauration entrepris ces dernières années dans le cadre du plan nitraté.

Le travail d'inventaire est en cours : fin 1998, il reste près de 20 000 boîtes à inventorier.

FICHE DE SYNTHESE

DIRECTION ET SERVICE : CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

1) ENVELOPPE RECHERCHE :

Titre III : 34.97 90 Fonctionnement 31.90 90 Vacations		
	AP	CP
Titre V : 56 98 Equipement Soutien de programme Etudes <p style="text-align: right;">Total</p>		
Titre VI : 66.98 Subventions de recherche Opérations de valorisation <p style="text-align: right;">Total</p>	300 000 F	300 000 F

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION ET SERVICE : CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

**TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : Inventaire général des films français
(ou de l'appel d'offres ou de l'opération) de 1895 à 1995**

Ce projet pluriannuel d'inventaire général doit permettre à terme de rendre "public" le travail effectué de collecte du patrimoine filmique français, de valoriser les collections et le travail de sauvegarde entrepris par les pouvoirs publics et de faire connaître ces résultats au sein de la nouvelle Bibliothèque-Filmothèque qui doit ouvrir au Palais de Tokyo.

Ce projet a été lancé en 1996, il vise à réaliser un inventaire des films français tournés sur support nitraté entre 1895 et 1955. Il s'agit de la partie la plus fragile de la production cinématographique française sur laquelle porte prioritairement l'effort de restauration engagé par le ministère de la Culture.

Le stock s'élève à 180 000 boîtes pour la seule collection des Archives du film. L'an dernier, près de 5 000 boîtes ont été inventoriées. Il reste 27 000 boîtes à inventorier.

ORGANISME SUBVENTIONNE :
(Nom et adresse)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :
(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET : Programme pluriannuel (dernière année)

**NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel
S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part**

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		300 000 F	300 000 F
2000			
2001			

**patrimoine monumental
archéologique
et ethnologique**

groupe de programmes n° 2

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE**

SOUS-DIRECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

LABORATOIRE DE RECHERCHE DES MONUMENTS HISTORIQUES

BILAN 1998 ET PERSPECTIVES POUR 1999

BILAN 1998

Pour la première fois sans doute depuis que j'exerce les fonctions de directeur du LRMH, je n'aurai guère à me plaindre du déroulement de l'année 1998, qui a vu :

- ⇒ le démarrage de la deuxième tranche de travaux d'aménagement du LRMH, qui permettra l'extension du centre de documentation et des bureaux, un nouvel accès au laboratoire, et la mise aux normes d'hygiène et de sécurité de l'ensemble des locaux.
- ⇒ le recrutement de deux ingénieurs, un ingénieur de recherche pour la section pierre, M. Jean-Didier MERTZ, et un ingénieur d'études M. Emmanuel MAURIN, qui va pouvoir créer une section Bois, pour répondre aux besoins des différentes directions patrimoniales dans ce domaine.
- ⇒ aucun gel ni annulation de crédits, et de surcroît une augmentation du titre III en fin d'année, grâce à une dotation spéciale de la direction de l'architecture et du patrimoine.
- ⇒ une dotation en vacations de la direction de l'architecture et du patrimoine, qui nous a permis de couvrir nos besoins pour la surveillance du laboratoire.

L'ORGANISATION DU LABORATOIRE

LE PERSONNEL, LES CREDITS, LES EQUIPEMENTS

Sur le plan du personnel, la situation s'est donc nettement améliorée depuis deux ans. Cependant, les problèmes de certaines sections ne sont pas encore résolus :

- ⇒ La section pierre, renforcée d'un nouvel ingénieur de recherche depuis un mois, souffre toujours et souffrira encore de ne disposer que d'un technicien de recherche à mi-temps, ce qui bloque de nombreuses opérations en amont et rendra très délicat le montage d'un laboratoire de pétrophysique, pourtant très souhaitable. Un poste a été déclaré vacant mais n'a pas suscité de candidature.
- ⇒ La section microbiologie, quant à elle, est constamment sous la pression des demandes de service concernant les altérations microbiologiques sur tous les supports (bois, pierre, peintures etc.) ainsi que les contrôles de contamination atmosphérique dans les monuments, réserves, grottes ornées, mais aussi salles de musées. Or la section se limite toujours à un ingénieur de recherche, et un technicien. L'affectation d'un poste d'assistant ingénieur serait des plus utiles.
- ⇒ Enfin, la section métal-béton, qui a fait preuve d'un grand dynamisme, en organisant en particulier des stages pour les architectes en chef des monuments historiques, se trouve de plus en plus sollicitée par les demandes de service et les conseils donnés sur chantier ou les avis sur projets de restauration.

Il faut noter que malgré les difficultés liées à la pression constante des demandes, les agents du LRMH ont montré un évident souci de perfectionnement en participant à de nombreux stages, soit scientifiques, soit plus généralistes en histoire de l'art et histoire des techniques. En outre, le cours d'anglais scientifique qui a pu être monté au sein du laboratoire rencontre un grand succès puisqu'il est suivi par 23 agents, très motivés.

Sur le plan des crédits, le déficit en crédits de paiement, notamment sur le titre V, nous empêche comme chaque année, d'engager totalement notre enveloppe d'autorisations de programme.

LES ETUDES DE SERVICE

En réponse aux demandes des architectes en chef, des conservateurs régionaux, des inspecteurs des monuments historiques et des restaurateurs, on compte en 1997, 27 rapports, 194 notes et 20 publications, ce qui démontre un développement important du nombre de notes, réponses rapides données à des interlocuteurs souvent pressés. La baisse du nombre des rapports s'explique par le fait que certains d'entre eux correspondent à des études importantes donnant lieu à de très gros documents. Parmi eux, on peut citer l'étude des peintures sur charpente d'un hôtel particulier à RIOM ou celle des polychromies des portails des cathédrales de SENLIS, ANGERS ET SENS, ou encore un important travail d'identification de fibres, colorants et filés métalliques sur des costumes du Palais Galliera à PARIS.

Sont en cours les analyses des polychromies sur les traîneaux du musée des carrosses à VERSAILLES, sur les peintures murales de la chapelle Saint-Martial au Palais des papes en AVIGNON, sur les peintures de chevalet du Parlement de Bretagne à RENNES, etc.

Il faut signaler néanmoins qu'un certain nombre d'études s'est trouvé bloqué du fait des travaux qui ont immobilisé la plupart des laboratoires depuis le mois de juillet dernier.

LES RECHERCHES

Dans le domaine de la recherche, l'année 1998 se distingue par l'entrée en phase active ou la poursuite de quatre programmes européens, un programme Eureka sur le nettoyage de la pierre par laser (RESTOR), deux programmes Normes-Mesures-Essais, l'un sur les mesures de dureté superficielle de la pierre (HARDROCK), l'autre sur l'évaluation des états de conservation des peintures murales par laser (LASERART) et enfin un programme Environnement et Climat sur la compatibilité des traitement hydroguges sur des pierres contenant des sels (SCOST). Les programmes RESTOR et SCOST ont permis de recruter deux ingénieurs pour mener à bien les recherches au sein du LRMH.

Les recherches financées par le LRMH sur son enveloppe de subventions sont centrées sur les techniques et produits de restauration, ainsi que sur les méthodes de diagnostic. Ces subventions, longues à monter, ont été pour la plupart tardivement notifiées aux laboratoires intéressés et n'entreront qu'en fin d'année dans leur phase active.

Parmi les programmes achevés des années précédentes, on peut citer l'étude sur la couche perturbée des vitraux anciens, qui constitue le thème principal d'une thèse soutenue brillamment par Jérôme STERPENITCH à l'université de NANCY, sous la direction de Guy LIBOUREL (CNRS-CRPG).

LA FORMATION

Le LRMH s'est une nouvelle fois fortement investi dans la formation des professionnels de la conservation et de la restauration, architectes, conservateurs du patrimoine, personnels des conservations régionales des monuments historiques, restaurateurs, en organisant plusieurs stages pratiques sur les techniques de conservation, qui ont rencontré un grand succès et qu'on nous demande de renouveler et de compléter.

PERSPECTIVES POUR 1999

Les trois grands projets pour l'année à venir seront sans aucun doute :

- ⇒ la transformation programmée du laboratoire en service à compétence nationale ;
- ⇒ la fin des aménagements du laboratoire et l'installation dans nos nouveaux locaux ;
- ⇒ l'installation et la mise en route d'un petit laboratoire d'essais pétrophysiques.

FONCTIONNEMENT DU LABORATOIRE - CREDITS

Sur le plan du personnel, nous espérons et demandons avec force que le poste de technicien pour la section Pierre soit pourvu grâce à un concours, faute d'avoir pu l'être par mutation interne. Nous attendons également avec impatience mais confiance l'affectation d'un secrétaire administratif pour nous aider à monter et à faire fonctionner le nouveau service à compétence nationale.

Sur le plan des crédits, notre enveloppe est la stricte reconduction de celle de l'année précédente, et cela ne sera pas sans nous poser plusieurs problèmes, parmi lesquels :

- ⇒ l'impossibilité de renouveler notre microscope électronique à balayage, acquisition approuvée par le conseil scientifique, qui aurait demandé une dotation spéciale, non accordée.
- ⇒ des difficultés graves sur le titre III, puisque nous aurons cette année à payer, sans nouvel ajournement, les frais de fluides (eau, électricité, chauffage), que la CNMHS ne nous a pas encore imputés. Pour couvrir ces nouvelles dépenses, nous avons évalué notre enveloppe nécessaire à 1 386 000 F (au lieu de 840 000 F). Dans le cadre de l'enveloppe allouée, il est vraisemblable que nous ne pourrons pas « finir l'année ».

Sur le plan des équipements et des aménagements, nous pourrons, si nous avons suffisamment de crédits de paiement, acheter un appareil de diffraction des rayons X, réclamé depuis longtemps par la plupart des sections du laboratoire, et que nous reportons faute d'avoir pu terminer le renouvellement des équipements anciens et obsolètes. D'autre part nous installerons et équiperons le laboratoire de pétrologie.

ETUDES ET RECHERCHES

Pour 1999, les crédits des titres V et VI seront fortement concentrés autour des thèmes majeurs du LRMH :

- ⇒ le développement de notre banque d'images associée à notre banque de données documentaire, afin de la rendre rapidement opérationnelle (indexation des images numérisées, ouverture d'un site web).
- ⇒ les méthodes et produits de traitement des matériaux du patrimoine (suite de l'étude sur l'encapsulation des fongicides et de celle sur les produits de consolidation des mortiers de peintures murales), sans négliger les recherches sur les causes d'altération (étude de la convection en milieu souterrain dans la grotte de Lascaux) ou les travaux sur les méthodes de conservation préventive (suite de la validation des protections des vitraux par double verrière, sur banc expérimental).

Il faut noter que nous participerons l'année prochaine à l'encadrement de deux thèses, l'une avec le Laboratoire central des ponts et chaussées sur l'évaluation des traitements des bétons par inhibiteurs de corrosion, l'autre sur le traitement des éléments métalliques dans les maçonneries anciennes, avec l'ENSAIS de STRASBOURG.

Dans le courant de l'année s'achèvera l'un des programmes du Cercle des partenaires du patrimoine sur la durabilité des produits utilisés pour le remplacement de la sculpture en pierre dans les monuments historiques, et devrait être publié le troisième cahier technique du Cercle sur « *Les produits protecteurs de la pierre, guide des hydrofuges de surface* ».

FICHE DE SYNTHÈSE

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de Recherche des Monuments Historiques

1) ENVELOPPE RECHERCHE :

Titre III :	34.97 90	Fonctionnement		840 000 F
	31.90 90	Vacations		69 300 F
			AP	CP
Titre V :	56 98	Équipement	585 000 F	
		Soutien de programme	1 300 000 F	
		Études	265 000 F	
		Total	2 150 000 F	
Titre VI :	66.98	Subventions de recherche	900 000 F	
		Opérations de valorisation		
		Total	900 000 F	

2) AUTRES FINANCEMENTS DE LA RECHERCHE :

	Chapitre/article	Montant	Nature du soutien
Titre III			
Titre IV			
Titre V			
Titre VI			

**FICHE DE PROGRAMMATION
DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT ET DE VACATIONS**

(enveloppe recherche 34 97 90 et 91 90 90)

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de Recherche des Monuments Historiques

TOTAL DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT 34.97 90 : (indiquer si les crédits sont déconcentrés)

Répartition des crédits	Nature des dépenses de fonctionnement
356 600 F	Fonctionnement
290 000 F	Frais de déplacement
193 400 F	Téléphone

Autres crédits de fonctionnement :

(à titre indicatif)

TOTAL DES CRÉDITS DE VACATIONS DE RECHERCHE 31 90 90 :

Répartition des vacances	Nature du programme soutenu
69 300 F	Vacations

Autres crédits de vacances :

(à titre indicatif)

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION ET SERVICE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
SERVICE : Laboratoire de Recherche des Monuments Historiques

TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :

SOUTIEN DE PROGRAMME :

Fonctionnement des programmes de recherche suivants :

- Programme de recherche microbiologie..... 220 000 F
- Programme de recherche chimie..... 225 000 F
- Traitement et diffusion de données..... 320 000 F
- Programme de recherche microscopie électronique et microsonde 230 000 F
- Programme pétrophysique 100 000 F
- Contrat d'entretien et de maintenance généraux..... 205 000 F

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

En consultation

DURÉE :

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût :	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999	1 300 000 F	1 300 000 F	1 300 000 F
2000			
2001			

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE**

SOUS-DIRECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

LABORATOIRE DE RECHERCHE DES MONUMENTS HISTORIQUES

CONTRATS D'ETUDES ET EQUIPEMENT

(chapitre 56.98)

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de recherche des monuments historiques

TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :

Indexation du fonds photographique du LRMH pour alimentation de la banque d'images scientifiques du laboratoire.

Cette 5^{ème} tranche permettra de poursuivre l'indexation :

- des diapositives se rapportant à une étude n'ayant pas donné lieu à un rapport
- des négatifs en noir et blanc illustrant les rapports d'étude du laboratoire

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

Cabinet d'études informatiques

Monsieur François LAISSUS

24 rue Berthollet

75005 PARIS

DURÉE : 12 mois

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût : 265 000 F	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		265 000 F	159 000 F
2000			106 000 F
2001			

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION ET SERVICE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
SERVICE : Laboratoire de Recherche des Monuments Historiques

**TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE
PROGRAMME :**

Acquisition de matériel complémentaire pour la diffraction des rayons X destiné à permettre l'analyse de très petits échantillons, notamment dans le domaine de la peinture.

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

En consultation

DURÉE :

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût :	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999	585 000 F	585 000 F	585 000 F
2000			
2001			

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE**

SOUS-DIRECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

LABORATOIRE DE RECHERCHE DES MONUMENTS HISTORIQUES

SUBVENTIONS DE RECHERCHE

(chapitre 66.98)

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de recherche des Monuments historiques

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Adaptation de la technique d'encapsulation aux fongicides utilisés sur les œuvres d'art. Essais de normalisation avant industrialisation (dernière tranche)

La possibilité de réaliser des microcapsules de gélatine contenant un mélange : nitrate d'éconazole-huile essentielle, a été prouvée. L'efficacité de cette microencapsulation doit être confirmée tant sur le plan physico-chimique que microbiologique. Si le résultat souhaité s'avérait moins performant, le choix s'orienterait vers d'autres polymères pour la fabrication de la membrane. Dès lors, il sera nécessaire d'aborder les conditions d'une normalisation du système (rendement) en vue d'une utilisation plus courante dans les cas de traitements fongicides des œuvres d'art.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

Centre National de la Recherche Scientifique - Laboratoire d'Organisation Moléculaire et Macromoléculaire de Thiais
2 à 8 rue Henri Dunan
94320 THIAIS
(Monsieur Henry)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

12 mois

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération : 200 000 F			
Subvention du MCC : 120 000 F	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		120 000 F	72 000 F
2000			48 000 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de recherche des monuments historiques

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Optimisation des systèmes de protection de vitraux par double verrière, sur banc expérimental (3^{ème} tranche)

Dans le cadre d'une 1^{ère} tranche de ce programme, un banc expérimental a été construit dans le but d'étudier l'efficacité des verrières de protection installées à l'extérieur de verrières anciennes dans de nombreux édifices. Dans le cadre de la 2^{ème} tranche, une lancette a été équipée d'un vitrail et d'une verrière de protection en verre thermoformé, afin de se rapprocher des conditions réelles des surfaces étudiées. Dans le cadre de la 3^{ème} tranche, une seconde lancette sera également équipée d'un vitrail et d'un autre type de protection en verre blanc mis en plomb. D'autre part, une collaboration sera réalisée entre le LRMH et l'Ecole Centrale pour exploiter et établir une corrélation entre les données acquises sur la baie 213 de la cathédrale de Tours, et celles du banc expérimental de Nantes.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

Ecole Centrale de Nantes
Laboratoire de Mécanique des Fluides
URA - CNRS 1217
1 rue de la Noë
44072 NANTES CEDEX

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

12 mois

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération : 217 000 F			
Subvention du MCC : 130 000 F	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		130 000 F	78 000 F
2000			52 000 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION ET SERVICE DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de recherche des monuments historiques

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Etude sur les consolidants des enduits de peintures murales (2^{ème} phase).

La première phase de ce programme comprenait essentiellement la préparation d'échantillons par un restaurateur. Il s'agit à présent d'effectuer les mesures et tests nécessaires à la caractérisation des différents produits étudiés, en déterminant un certain nombre de paramètres correspondant à leurs propriétés physiques et mécaniques : dureté, fiabilité, adhérence, etc..., le processus étant suivi conjointement par le LRMH et le restaurateur.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

CRITT Matériaux de Strasbourg - LNE Est de Schiltigheim
19 rue Saint Junien
BP 23
67305 SCHILTIGHEIM CEDEX

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

12 mois

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération : 217 000 F			
Subvention du MCC : 130 000 F	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		150 000 F	78 000 F
2000			52 000 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de recherche des monuments historiques

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Piégeage et analyse d'odeurs attractives de la mite des vêtements *Tineola bisselliella*. Aspects de la communication olfactive.

Ce programme a pour objectif ultime la mise au point de techniques de conservation préventive des textiles. Il doit compléter certains aspects de la discussion soulevée par l'étude comportementale de la perception olfactive chez *Tineola bisselliella*. Une partie du programme concernera la suite de l'étude des substances attractives et répulsives pour compléter la gamme des produits à tester. Une autre partie abordera les aspects chimiques : piégeage d'odeurs de toisons intactes et contaminées, de substances soufrées, ainsi que leur analyse chromatographique.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

Université François Rabelais

INSTITUT DE RECHERCHES SUR LA BIOLOGIE DE L'INSECTE (IRBI)
3 rue des Tanneurs
37041 TOURS CEDEX
(Jean-Claude Biemont - Dominique Pierre - Jacques Auger)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

18 mois

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération : 84 000 F			
Subvention du MCC : 50 000 F	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		100 000 F	30 000 F
2000			20 000 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE -

SERVICE : Laboratoire de recherche des monuments historiques

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Evaluation de traitements des bétons armés par imprégnation d'inhibiteurs de corrosion (1^{ère} phase)

Depuis quelques années, une nouvelle technique de réparation des bétons armés est apparue : l'imprégnation d'inhibiteurs de corrosion.

Dans leur principe, ces produits appliqués à la surface du béton, migrent par la porosité jusqu'aux armatures, dont ils ralentissent les processus de corrosion.

Les objectifs de cette étude, d'une durée prévisionnelle de 3 ans sont :

⇒ de vérifier l'efficacité des différentes familles de produits disponibles sur le marché,

⇒ d'étudier leurs éventuels effets secondaires, notamment sur la pâte de ciment,

⇒ et d'évaluer leur durabilité.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (L.C.P.C.)

58, bd Lefebvre

75732 Paris Cedex 15

Mmes B. Mahut & V. Bouteiller, MM. T. Chaussadent & A. Raharinaivo

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

12 mois

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération : 200 000 F			
Subvention du MCC : 120 000 F	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		120 000 F	72 000 F
2000			48 000 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de recherche des monuments historiques

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Le traitement des structures métalliques dans les maçonneries (1^{ère} phase)

Actuellement, la seule possibilité offerte pour traiter la pierre armée en curatif comme en préventif est d'ouvrir la maçonnerie de manière à accéder au fer (métal le plus couramment présent) et après un décapage, de procéder à l'application d'un revêtement anticorrosion. Les études pour le traitement des ferraillements de béton ont amené sur le marché un certain nombre d'inhibiteurs organiques ou minéraux utilisables en application de surface.

Ce programme d'étude, programmé sur trois ans, a pour but de mettre au point un procédé de traitement des fers sans ouverture de la maçonnerie (par application de surface ou par injection) et de définir les conditions, les moyens de mise en œuvre, ainsi que les méthodes de contrôle.

Au cours de cette première partie de l'étude, l'efficacité de l'application de ces produits sur le fer inclus dans la pierre sera vérifié ainsi que les interactions possibles avec la pierre.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industries de Strasbourg (ENSAIS)

24 boulevard de la Victoire

67084 STRASBOURG CEDEX

(Monsieur Cornet)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

12 mois

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération : 200 000 F			
Subvention du MCC : 120 000 F	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		120 000 F	72 000 F
2000			48 000 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de recherche des monuments historiques

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Grotte de Lascaux. Etude de la convection dans le milieu souterrain : couplage d'un modèle convectif et d'un modèle conductif. Application à la conservation des monuments (1^{ère} tranche)

Il s'agit d'étudier les capacités de modélisation des transferts couplés de masse et de chaleur dans une cavité allongée avec des phénomènes de condensation et de convection pour, à terme, disposer d'éléments de simulation permettant de mieux préciser les ambiances souterraines (impacts des visites, étude scientifique...): on cernera en particulier les facteurs que l'on pense a priori être les plus influents (géométrie, débits, coefficients d'échanges...), sous réserve que les résultats obtenus soient cohérents et exploitables. Le modèle sera appliqué au cas de Lascaux.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

Université de Bordeaux I - CDGR - Groupe d'Hydrogéologie
Bâtiment de Géologie - Avenue des Facultés
33405 TALENCE

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

2 ans (30 mois)

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération : 134 000 F			
Subvention du MCC : 80 000 F	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		80 000 F	48 000 F
2000			32 000 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de recherche des monuments historiques

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Evaluation de l'efficacité d'un traitement de consolidation du bois par une résine, applications au mobilier

Depuis une trentaine d'années, la consolidation du bois par imprégnation de polymère (acrylique ou époxy) se fait de manière classique. Au-delà des problèmes de réversibilité (irréalisable pour la consolidation dans l'état actuel de nos connaissances), il ne semble pas qu'il y ait eu d'études globales sur l'efficacité de tels traitements. Le sujet se propose de faire un état des lieux sur les traitements de consolidation du bois par des résines. Dans un deuxième temps, nous tenterons d'analyser la diffusion du polymère au sein du matériau et par là de mesurer l'efficacité réelle du traitement (traitement de surface ou en profondeur, homogène ou aléatoire). Parallèlement, cette étude tentera de définir une « éprouvette de bois altéré modèle » pour les essais concernés.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

Laboratoire de rhéologie du bois de Bordeaux
69 route d'Arcachon
33610 CESTAS
(Monsieur Morlier, Directeur)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

12 mois

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération : 117 000 F			
Subvention du MCC : 70 000 F	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		80 000 F	42 000 F
2000			28 000 F
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : Laboratoire de recherche des monuments historiques

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Evolution de la déformation dimensionnelle d'une pierre en phase de désaturation. Recherche d'influence d'un traitement (1^{ère} phase).

Le projet proposé consiste à caractériser la cinétique de dilatation ou de contraction de pierres saturées en eau, pendant leur phase d'évaporation, afin :

- ⇒ de fournir des renseignements sur la morphologie des courbes de déformation,
- ⇒ d'établir un degré de corrélations entre le comportement dimensionnel d'une pierre en fonction des différentes phases de son régime d'évaporation,
- ⇒ d'analyser les modifications introduites par un traitement d'imprégnation sur l'évolution des cinétiques de dilatation et de séchage et d'en préciser les causes.

A terme, on peut envisager en combinant les résultats conjoints de l'approche mécanique et hydrodynamique :

- ⇒ d'analyser les périodes les plus critiques au cours du séchage où les contraintes dilatométriques sont les plus fortes ;
- ⇒ d'apprécier l'ampleur des déformations par rapport aux déformations élastiques réelles jusqu'à rupture (déformation par traction) ; quantitativement les risques encourus et d'affiner nos critères d'évaluation des limites acceptables d'un traitement.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

**CRITT Matériaux de Strasbourg - LNE Est de
Schiltigheim**
19 rue Saint Junien
BP 23
67305 SCHILTIGHEIM CEDEX

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

12 mois

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût total de la recherche ou de l'opération : 134 000 F			
Subvention du MCC : 80 000 F	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		80 000 F	48 000 F
2000			32 000 F

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE**



SOUS-DIRECTION DE L'ARCHEOLOGIE

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
SERVICE DE LA CONNAISSANCE,
DE LA CONSERVATION ET DE LA CREATION
SOUS-DIRECTION DE L'ARCHEOLOGIE**

Programmation des activités de recherche pour 1999

Les décrets n^{os} 94-422 et 94-423 du 27 mai 1994 portant création des organismes consultatifs en matière d'archéologie nationale ont profondément modifié les modalités du contrôle scientifique tel qu'il était exercé jusqu'alors par le seul conseil supérieur de la recherche archéologique.

Les six commissions interrégionales de la recherche archéologique créées sur le territoire métropolitain sont compétentes pour les questions relatives aux recherches archéologiques dans leur ressort. Elles donnent en particulier l'avis préalable aux décisions d'autorisation de fouille prévu par la loi du 27 septembre 1941. Elles ont réalisé le bilan critique de leur mandat.

Les commissions présidées par le préfet de la région siège, dont les membres ont été nommés en 1994 pour quatre ans, sont en cours de renouvellement.

Le Conseil national de la recherche archéologique, placé auprès du ministre chargé de la culture, outre l'examen des dossiers relatifs aux sites archéologiques d'intérêt national, a procédé à la synthèse des observations relatives au fonctionnement des C.I.R.A. et a fait porter sa réflexion sur l'archéologie du bâti.



En 1999 les grandes orientations du budget recherche en matière d'archéologie porteront sur les points suivants :

1/ Chapitre 66.98

Les crédits de ce chapitre sont utilisés :

1-1 Pour permettre la réalisation de la campagne de fouilles programmées par des subventions versées aux titulaires d'autorisation.

Les titulaires des autorisations sont des chercheurs du CNRS, des universitaires ou des enseignants de l'enseignement secondaire, des bénévoles.

En 1997, le nombre des opérations d'archéologie programmée s'est élevé à 467 dont 264 chantiers de fouilles, le solde étant constitué des relevés d'art rupestre (20), des prospections thématiques (99) et des projets collectifs de recherche (84).

L'année 1998 a été particulièrement marquée par le début des recherches dans la grotte Chauvet-Pont d'Arc (Ardèche).

En 1999 le montant des crédits déconcentrés pour ce type de recherche avoisinera les 11,6 MF.

1-2 Poursuite de la politique de recherches archéologiques présentant un caractère d'urgence. En 1997 ces opérations se sont élevées à 634 sondages, 1.249 fouilles d'évaluation archéologiques et 683 fouilles préventives. Assurées pour l'essentiel par un financement des aménageurs, ces fouilles ont bénéficié d'un appui budgétaire à hauteur de 6,564 MF H.T. sous la forme d'une subvention à l'AFAN. Cet appui sera porté à 8,333 MF TTC (6,909 MF HT).

2/ Chapitre 56.98

Les crédits, outre le soutien de programme, seront utilisés pour :

2-1 poursuivre la politique d'équipement d'un réseau rationnel et cohérent de dépôts archéologiques.

Il est à noter qu'une réflexion sur le mobilier archéologique et les conditions de sa conservation est actuellement menée par l'inspection générale de l'archéologie.

2-2 L'édition de volumes de la collection "documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France".

2-3 Le ministère dispose d'un bâtiment de recherches archéologiques sous-marines : l'Archéonaute. Ce bâtiment, en service depuis 1967, n'est plus armé par la marine nationale depuis 1997. Compte tenu de son utilisation et de son âge, il nécessite un entretien annuel important. Suite à la défection de la Marine nationale, l'armement a été assuré en 1998 par le ministère de la culture et de la communication qui a passé un marché d'armement (2,15 MF sur 34-97).

En 1997, 0,45 MF ont été affectés à des travaux exigés pour sa mise en conformité avec les règles de navigation de la marine marchande.

Annuellement 0,6 MF sont affectés aux travaux de carénage (56-98).

2-4 La prise en charge de travaux d'étude, d'analyse et de stabilisation de mobilier archéologique doit en particulier s'appliquer à la consolidation et l'étude des peintures murales gallo-romaines par l'association Pro Pictura Antiqua de Soissons et le CNRS. L'association procède au nettoyage des peintures fragmentaires, à l'assemblage et au collage sur un support, aux photographies et à des dessins sur calque. Des opérations comparables touchent notamment les matériels métalliques et organiques dans le cadre de laboratoires spécialisés.

Bien que les deux chapitres qui viennent d'être évoqués constituent la principale source de financement de la recherche et des actions qui l'accompagnent, leurs moyens doivent être complétés par d'autres sources de financement qui proviennent des crédits propres au ministère de la culture et de la communication.

3/ Autres sources de financement

3-1. Chapitre 66-20

3.1.1 - réalisation de la carte archéologique

En 1999, le ministère poursuivra l'effort financier entrepris depuis 1991 pour la réalisation de la carte archéologique (19 MF sur le chapitre 66-20).

Ce programme permet de réaliser une base de données, fondée sur un inventaire scientifique du patrimoine archéologique national de manière à constituer un instrument de gestion et de connaissance efficace.

Au premier janvier 1998, 261.600 sites étaient enregistrés sur les bases régionales constituant Dracar, soit une augmentation de 7,7 % en un an.

Par ailleurs une collaboration avec l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres permet depuis 1992 de mettre en oeuvre un pré-inventaire archéologique de la Gaule. Près de soixante volumes sont parus.

3.1.2 - actions de partenariat sur la recherche

De nombreux chantiers de fouilles sont menés en partenariat entre le ministère de la culture et de la communication, les collectivités territoriales et les aménageurs (pour les préventives). Les moyens mis en place au titre de la déconcentration en 1999 s'élèveront à environ 29 MF.

3-2. Chapitre 43-20

Différentes actions essentiellement de diffusion de la recherche sont financées sur ce chapitre.

3.2.1 - politique des revues et d'aide à l'édition

La sous-direction de l'archéologie apporte son aide au CNRS/Editions pour ses propres revues à hauteur de 0,25 MF en 1998 (en diminution de 0,1 MF par rapport à 1996 pour tenir compte du désengagement du CNRS vis-à-vis de deux revues). La même dotation sera réservée au CNRS en 1999.

La sous-direction de l'archéologie a contribué à la constitution d'un réseau de revues interrégionales avec lesquelles elle a passé des contrats quadriennaux aux termes desquels elle s'est engagée - en contre partie d'une certaine normalité - à apporter une aide financière (0,05 MF/an). Par ailleurs, de nombreuses aides sont apportées aux chercheurs pour leur permettre d'éditer les résultats de leurs recherches.

3.2.2 - collection des "Documents d'archéologie française" (DAF)

Créée en 1985 par le ministère de la culture, le ministère de l'éducation nationale et le CNRS, et éditée par la maison des sciences de l'homme, la collection a pour mission de publier des travaux scientifiques de différente nature (monographies de fouille, travaux universitaires, actes de colloque, ouvrages de synthèse, manuels) concernant tous les aspects de la recherche archéologique. Les ouvrages de cette collection s'adressent en priorité aux chercheurs, mais ils peuvent également toucher un public de passionnés d'archéologie désireux de mieux connaître une période, une région ou une technique. Le montant de la participation de chacun était de 0,2 MF en 1998 et devrait être reconduit en 1999.

Quatre-vingts volumes devraient être publiés à la fin de 1999.

3.2.3 - valorisation de la recherche

La sous-direction de l'archéologie contribue à cette action de valorisation en subventionnant bon nombre de colloques, tables rondes, congrès. Cette action sera poursuivie en 1999.

3-2-4 - collaboration avec le CNRS et les Universités

Après le redéploiement des crédits du chapitre 66-98 article 50, la participation du ministère de la culture au fonctionnement des unités mixtes de recherche qu'il soutient en archéologie sera à nouveau imputée sur les crédits « culture » (chapitre 43-20). Les centres suivants sont concernés :

1°) à **Bordeaux**, l'UMR 58-08 intitulée "milieux, techniques et cultures préhistoriques" dirigée par J. Ph. RIGAUD, directeur du centre national de la préhistoire ;

2°) à **Dijon**, l'UMR 55-94 intitulée "archéologie de la Bourgogne : le premier millénaire avant J.-C.", dirigée par J. P. THEVENOT du service régional de l'archéologie de Bourgogne.

3°) à **Rennes**, l'UMR 153, "archéologie et paléoenvironnement des civilisations armoricaines et atlantiques".

4°) à **Bordeaux**, l'UMR 58-09 "les populations du passé : biologie, évolution, pratiques funéraires".

5°) à **Toulouse**, l'UMR 56-08 "unité toulousaine d'archéologie et d'histoire".

6°) à **Aix-en-Provence**, l'UMR 66-36 intitulée "Economies, sociétés et environnements préhistoriques" qui vient d'être créée.

Ces six UMR associent le CNRS, le ministère de la culture et l'Université.

7°) à **Montpellier-Lattes**, l'UMR 154 "sociétés de la protohistoire et de l'antiquité en France méditerranéenne". Elle associe le CNRS et le ministère de la culture.

FICHE DE SYNTHESE

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**SERVICE : CONNAISSANCE, CONSERVATION ET CREATION
ARCHEOLOGIE**

1) ENVELOPPE RECHERCHE : en MF

Titre III : 34.97 90	Fonctionnement	2,147	2,147
31.90 90	Vacations	0,650	0,650
		AP	CP
Titre V : 56 98	Equipement	1,6	1,57
	Soutien de programme	2,3	2,3
	Etudes	1,0	1,0
	Total	4,9	4,87
Titre VI : 66.98	Subventions de recherche	20	20
	Opérations de valorisation	-	-
	Total	20	20

2) AUTRES FINANCEMENTS DE LA RECHERCHE :

	Chapitre/article	Montant	Nature du soutien
Titre III			
Titre IV	43.20, art 13	20,620	Aide à l'édition Mont Beuvray Récompenses biens maritimes
Titre V	56.20, art 70	API : 21 MF CP : 18,249 MF	Equipements, achats de réserves archéologiques
Titre VI	66.20, art 50	AP : 62 MF CP : 50,415 MF	Partenariat avec les collectivités pour les opérations de fouilles

**FICHE DE PROGRAMMATION
DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT ET DE VACATIONS**

CHAPITRES 34 97 90 ET 31 90 90

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**SERVICE : CONNAISSANCE, CONSERVATION ET CREATION
ARCHEOLOGIE**

TOTAL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT 34.97 90 : 2.147.000 F

Répartition des crédits	Nature des dépenses de fonctionnement

Autres crédits de fonctionnement :
(à titre indicatif)

TOTAL DES CREDITS DE VACATIONS DE RECHERCHE 31 90 90 : 650.000 F

Répartition des vacances	Nature du programme soutenu
290.000	CIRA
360.000	SDA centres nationaux et régions

Autres crédits de vacances : (à titre indicatif)

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**SERVICE : CONNAISSANCE, CONSERVATION ET CREATION
ARCHEOLOGIE**

**TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE
PROGRAMME :**

Soutien de programme

- Achats de petits équipements, de fluides et entretien du matériel des centres nationaux (DRASSM, CNP et antenne de Tours - CNAU - (1,8 MF).
- Acquisition de fluides pour le centre de documentation et pour les dépôts archéologiques de la sous-direction (0,5 MF).

Equipement

- Poursuite de l'équipement du bâtiment de recherches archéologiques l'Archéonaute (0,80 MF).
- Poursuite de l'équipement des dépôts (0,50 MF).
- Publication des documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France (0,30 MF).
- Travaux d'analyses, d'étude et de stabilisation de mobilier et de sites archéologiques (1 MF).

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

Laboratoires du CNRS, laboratoires associatifs.

DURÉE :

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art. 20	A. P.	C. P.
1999	4,9 MF	4,9 MF	4,87 MF
2000			
2001			

DIRECTION DU PATRIMOINE
Sous-direction de l'archéologie

Répartition prévisionnelle des crédits de soutien de programme
(chapitre 56-98, article 20)
pour 1999

Centres nationaux

. Centre national de la préhistoire	310.000 F
. Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines	1.320.000 F
. Antenne de Tours de la sous-direction de l'archéologie (Bureau APM)	170.000 F

	1.800.000 F

Dépôts archéologiques **500.000 F**

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE**



SOUS-DIRECTION DE L'ARCHEOLOGIE

SUBVENTIONS DE RECHERCHE

(chapitre 66.98)

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**SERVICE : CONNAISSANCE, CONSERVATION ET CREATION
ARCHEOLOGIE**

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

Fouilles archéologiques programmées (comprend relevés d'art rupestre, prospections thématiques et projets collectifs de recherche), autorisées par le ministère et exécutées après examen des dossiers par la commission interrégionale de la recherche archéologique.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

Détenteurs de l'autorisation de fouilles (chercheurs du CNRS, enseignants du supérieur ou du secondaire, bénévoles...).

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

La plupart des opérations sont financées à 100 % par le ministère de la culture.

DUREE DU PROJET :

La majeure partie des opérations de fouilles programmées bénéficient d'autorisations pluriannuelles d'une durée habituelle de 3 ans.

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la ou de l'opération : recherche			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art. 20	A. P.	C. P.
1999	11,667 MF	11,667 MF	11,667 MF

Dotation crédits déconcentrés par région pour 1999 chapitre 66.98 art 20

Région	Montant
ALSACE	165 000
AQUITAINE	700 000
AUVERGNE	375 000
BOURGOGNE	550 000
BRETAGNE	406 000
CENTRE	400 000
CHAMPAGNE ARDENNE	230 000
CORSE	235 000
FRANCHE COMTE	240 000
IDF	560 000
LANGUEDOC ROUSSILLON	1 290 000
LIMOUSIN	195 000
LORRAINE	560 000
MIDI PYRENEES	1 054 000
NORD	170 000
NORMANDIE B	190 000
NORMANDIE H	220 000
PAYS DE LOIRE	275 000
PICARDIE	280 000
POITOU	372 000
PACA	860 000
RHONE ALPES	1 080 000
GUYANE	100 000
MARTINIQUE	210 000
GUADELOUPE	300 000
REUNION	
DRASSM	650 000
Total	11 667 000

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**SERVICE : CONNAISSANCE, CONSERVATION ET CREATION
ARCHEOLOGIE**

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

Archéologie préventive : réalisation de recherches archéologiques présentant un caractère d'urgence.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

Association pour les fouilles archéologiques nationales

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

Les opérations d'archéologie préventive sont dans la majorité des cas financés par les aménageurs. Certaines, du fait de la nature des projets, doivent être soutenues par le ministère de la culture

DUREE DU PROJET :

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la ou de l'opération : recherche			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art. 20	A. P.	C. P.
1999	8,333 MF	8,333 MF	8,333 MF

LISTE DES SITES ARCHEOLOGIQUES D'INTERET NATIONAL

BOURGOGNE

- ♦ Grande grotte d'Arcy-sur-Cure (Arcy-sur-Cure, [Yonne])
- ♦ Abbaye de Saint-Germain d'Auxerre (Auxerre, [Yonne])
- ♦ Oppidum de Bibracte (Mont Beuvray, Saint-Léger-Sous-Beuvray, [Saône-et-Loire], Glux-en-Glenne, [Nièvre])

FRANCHE-COMTE

- ♦ Sites pré et protohistoriques du lac de Chalain (Fontenu, Doucier, Marigny, [Jura])

ILE-DE-FRANCE

- ♦ Pincevent (La Grande Paroisse [Seine-et-Marne])

LANGUEDOC-ROUSSILLON

- ♦ Dolmen des Périères (Villedubert, [Aude])
- ♦ Lattara (Lattes, [Hérault])
- ♦ Caune de l'Arage (Tautavel, [Pyrénées Orientales])

MIDI-PYRENEES

- ♦ Grottes du Tud d'Audoubert (Montesquieu-Avantès, [Ariège])
- ♦ Nécropoles protohistoriques de Gourjade, Le Martinet (Castres, [Tarn]), Le Causse (Labruguière, [Tarn])

NORD-PAS-DE-CALAIS

- ♦ Forum de Bavay [Nord]

PAYS-DE-LA-LOIRE

- ♦ Château de Mayenne

PICARDIE

- ♦ Sanctuaire celtique et gallo-romain de Ribemont-sur-Ancre [Somme]

RHONE-ALPES

- ♦ Alba [Ardèche]
- ♦ L'agglomération viennoise : Saint-Romain-en-Gal, (Sainte-Colombe, [Rhône], Vienne, [Isère])
- ♦ Site médiéval de Colletière (Charavines, [Isère])
- ♦ Grotte Chauvet-Pont d'Arc (Vallon-Pont d'Arc, [Ardèche])

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE**

**SOUS-DIRECTION DES ETUDES, DE LA DOCUMENTATION
ET DE L'INVENTAIRE**

A. LES NOUVELLES PERSPECTIVES DE LA RECHERCHE A LA DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

La fusion des directions de l'architecture et du patrimoine et la création, au sein de la nouvelle direction de l'architecture et du patrimoine (DAPA) d'une sous-direction des études, de la documentation et de l'Inventaire (décret du 21 septembre 1998), pose en des termes nouveaux les configurations institutionnelles dans lesquelles les programmes de recherche seront désormais définis. Cette nouvelle sous-direction n'aura pas évidemment le monopole des études et des recherches des différents services de la DAPA, mais doit assurer leur coordination. A ce titre, cette sous-direction organisera chaque année, en rapport avec la MRT, un comité de recherche interne à la DAPA, lieu de concertation et d'information pour l'élaboration des programmes de recherche des différents services de la Direction.

Ainsi les programmes de recherche concernant les outils électroniques utilisés par l'Inventaire général et les Monuments historiques seront rapprochés et pourront envisager leur avenir commun avec ceux de l'architecture et de l'archéologie. De même les programmes de recherche liés aux Ecoles d'architecture pourront intéresser l'architecture et l'Inventaire. Enfin, des programmes communs de cartographie par exemple, ou de recherche bibliographique, pourront être mis en œuvre, cette sous-direction assurant le lien entre les services intéressés.

Cette nouvelle configuration ne devenant opérationnelle qu'aux premiers jours de 1999, il est prématuré d'annoncer ici les programmes communs retenus, même si les projets d'atlas du patrimoine et de dossiers électroniques fondés sur une écriture SGML des données et des DTD particulières, apparaissent déjà comme des orientations nécessaires et attendues. Ce n'est que pendant l'année 1999 que ces programmes pourront être définis en concertation avec les différents services de la DAPA, le DOSI et la MRT, peut-être dans le cadre d'un schéma directeur de l'information de la DAPA d'ores et déjà annoncé.

Dans les circonstances actuelles, les projets immédiats pour 1999 ne peuvent que reposer sur les données de 1998 et se placer dans leur continuité. C'est pourquoi nous rappellerons ici les principaux axes de recherche déjà menés dans le cadre de la sous-direction de l'Inventaire général, encore opérationnelle aujourd'hui dans l'attente des redéploiements d'effectifs et de la mise en place du nouvel organigramme qui prévoit, dans la sous-direction des études, de la documentation et de l'Inventaire, un Bureau de la programmation de l'Inventaire, un Bureau de la recherche et de la méthodologie et un Bureau de l'organisation, de la diffusion et de l'informatique documentaire. Ces deux derniers bureaux ont vocation à exercer des fonctions transversales dans la DAPA. A cette sous-direction sont rattachés la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine et le Centre de recherche des monuments historiques, ainsi qu'une cellule de préfiguration de la Bibliothèque de la Cité de l'architecture et du patrimoine de Chaillot.

RAPPEL DES MISSIONS DE RECHERCHE DE L'INVENTAIRE GENERAL

L'Inventaire général présente la particularité d'être un service de recherche inséré dans un ministère. Cette disposition se justifie pleinement d'une part, par la nécessité de mener une politique nationale cohérente et normalisée, en réseau sur l'ensemble du territoire, d'autre part, par les liens étroits entre le travail de recension et d'étude du patrimoine et les missions de protection et de gestion confiées aux sous-directions voisines de l'archéologie et des monuments historiques et, aujourd'hui, à celle de la qualité architecturale et des espaces protégés, jusqu'alors dépendant de la direction de l'architecture.

PRIORITES THEMATIQUES

I.1. Evolution de la méthode et des outils

La cohérence scientifique du recensement est assurée par un travail méthodologique constant effectué par la sous-direction de l'Inventaire général et de la documentation du Patrimoine. Elle nécessitera plus que jamais que les méthodes de recensement et d'archivage soient mises à jour dans :

- Les **livrets de prescriptions méthodologiques**, manuels dont plusieurs seront publiés avant la fin de 1998 (« Sources du patrimoine industriel », « Système descriptif de l'architecture », « Livret de prescriptions techniques pour les Centre de documentation du patrimoine », et d'autres en 1999 : « Système descriptif des objets », « Thesaurus de l'architecture », « Thesaurus des objets mobiliers », « Livret de prescriptions techniques et méthodologiques pour les photographes de l'Inventaire » et surtout une édition entièrement refondue des « Méthodes et principes de l'Inventaire général », mise en cohérence avec les projets de dossiers électroniques.
- Les **principes d'analyse scientifique**, qui élaborent des vocabulaires normatifs et ont pour but de rationaliser l'emploi des termes techniques propres à chaque art et d'offrir grâce au classement méthodique, une approche analytique : les Arts du métal seront publiés en décembre 1998, suivront, en 1999, le vocabulaire des Jardins, puis celui sur la Céramique. Des vocabulaires de l'"Ornement" et un autre sur les "Espaces libres" ont été mis en chantiers.
- Le « Thesaurus multilingue des objets religieux du culte catholique est en cours de publication par les Editions du patrimoine, une version cédérom ayant été publiée par le « Catalogo » (homologue italien de l'Inventaire général) et mis en ligne par l'Institut national du patrimoine canadien (CHIN), avec l'aide de l'Institut Getty (USA).

I.2. Evolution des bases de données et des instruments de recherche en informatique, nouvelles technologies, multimédia.

L'Inventaire général s'est toujours tenu à la pointe de l'utilisation des nouvelles technologies. Il est aujourd'hui l'un des premiers à avoir placé ses bases de données sur les réseaux informatiques. Devenus indispensables à la collecte et au traitement des informations, les instruments qui permettent le traitement de l'image, des mesures et des analyses de données, et concernent l'Informatique, la statistique, la cartographie automatisée, l'archivage électronique, les traitements automatiques de l'image exigent de nouveaux développements :

- *Base de données :*

Le système documentaire unique (M.H - Inventaire) mis en place pour le compte de la Direction du Patrimoine sur l'ensemble du patrimoine immobilier (base Mérimée) et mobilier (base Palissy) doit pour évoluer et être communiqué rapidement et largement, bénéficier des avancées le plus novatrices détenues par le Ministère de la recherche dans le domaine de la recherche en informatique .

Ainsi la base Mérimée, accessible sur le serveur WEB du Ministère de la Culture via le réseau Internet est en mesure aujourd'hui d'associer notices textuelles et images numérisées sur la totalité des corpus enregistrés. Ce projet qui a reçu le label du ministère de la Recherche et de l'industrie dans le cadre des appels à propositions sur les autoroutes de l'information, nécessite la numérisation en masse des fonds iconographiques détenus par les services de l'Inventaire, entreprise sous le nom de « plan de numérisation » .(cf chap. v infra)

- *Plan de numérisation :*

Douze services régionaux de l'Inventaire sont désormais associés au plan lancé lors du CIAT de 1994, et soutenu par la DATAR et le Ministère. Cet axe essentiel de la politique documentaire du patrimoine doit être poursuivi et étendu aux autres fonds régionaux. Cette opération nécessite entre autres, l'indexation systématique des collections photographiques et graphiques de l'Inventaire. A terme, cette indexation devrait alimenter la base « Mémoire », répertoire informatisé des fonds iconographiques de l'Inventaire et des archives photographiques. 800 000 notices liées à des phototypes sont enregistrées sur les 2,6 M. que compte aujourd'hui la documentation de l'Inventaire général.

- Archivage électronique des dossiers d'Inventaire :

Composés de textes, photographies, relevés graphiques (cartes, plans, dessins, restitutions photogrammétriques) les dossiers d'Inventaire sont jusqu'ici microfichés en vue de leur consultation par le public. L'objectif est de remplacer la microfiche, à moyen terme par un véritable « dossier électronique », facilement accessible sur le réseau Internet. A cet effet une convention de recherche passée avec l'Institut National de recherche en informatique et automatique (INRIA) a permis de définir les solutions techniques et de réaliser une maquette de consultation testée avec le concours des services régionaux de l'Inventaire de Poitou-Charentes et de Bretagne.

Après la phase de recherche menée pendant quatre ans dans le cadre des projets Aquarelle, Médiaculture et Inventaire 97, les premières applications de dossiers électroniques ont pu être développées en grandeur réelle dans ces deux régions, l'une dans le cadre d'un programme de rétroconversion des données existantes (la ville de La Rochelle) qui a donné lieu à la publication d'un cédérom l'autre dans le cadre d'une enquête nouvelle concernant l'Inventaire du département d'Ille-et-Vilaine et de la ville de Rennes en convention avec les collectivités territoriales. Ces deux expériences vont permettre de stabiliser une DTD et de consolider les outils de production déjà en place et de définir les outils d'indexation, de restitution et de diffusion qui manquent encore pour compléter le dispositif.

Des moyens adaptés permettraient d'élargir l'expérience à d'autres fonds régionaux, et de poursuivre une expérimentation qui en synthétisant les autres opérations informatiques, est susceptible d'augmenter la productivité des services et de servir de modèle à une structure d'accès unique aux données des différents services de la DAPA.

Dans cette même perspective, les données bibliographiques, devraient bénéficier de logiciels adaptés, et outre leur intérêt pour le dossier électronique viendraient à terme enrichir le catalogue national des données bibliographiques du patrimoine, en particulier celles consacrées à l'architecture des 19e et 20e siècles, ou celles publiées dans la collection des « Répertoires des Inventaires ».

- Statistique et Cartographie automatique : Systèmes d'informations géographiques:

Le géoréférencement d'informations patrimoniales de plus en plus nombreuses et diversifiées, permet désormais la généralisation des systèmes d'information géographique pour la gestion du patrimoine et son accessibilité depuis les réseaux (cf infra, chap v).

Outre la capacité à répondre aux demandes d'expertise patrimoniale en milieu urbain notamment (cf infra expérience toulousaine § 4) la maîtrise des systèmes d'information géographique permettrait l'élaboration automatique d'une carte patrimoniale commune aux services de l'Inventaire et l'Archéologie (cf expériences régionales en Poitou-Charentes, Limousin, Haute-Normandie).

I.3.Poursuite des programmes topographiques et thématiques

L'activité de recherche de l'Inventaire réside principalement dans les programmes topographiques et thématiques (vitrail, patrimoine industriel, architecture des 19e et 20e siècle) de la sous-direction et des services régionaux. Les résultats en sont consignés dans une quarantaine de publications annuelles réparties dans 9 collections dont celle des cahiers du Patrimoine particulièrement attendue de la communauté scientifique. Pour 1999, 10 titres portant par exemple sur les domaines de l'architecture de la villégiature, les poinçons d'orfèvrerie, le patrimoine métallurgique, les orgues et les peintures murales sont programmés dans cette collection.

Le programme de repérage du patrimoine industriel doit être particulièrement signalé dans le contexte actuel où il fait l'objet d'une forte demande, alors que 14 régions seulement en sont pourvues. Le succès de la publication d'une « Image du patrimoine » sur Cinquante sites remarquables du patrimoine industriel, le projet de publication d'un « Indicateur du patrimoine industriel protégé », l'organisation d'un colloque international en 1999 à Arc-et-Senans sur l'architecture industrielle et la constitution d'un groupe de travail pour une politique de protection raisonnée du patrimoine industriel

sous la présidence de Denis Varloot, président du CILAC, renforcent la nécessité d'accélérer les recherches de l'Inventaire général dans ce domaine et donc de renforcer le dispositif de repérage toujours incomplet.

II - FORMES D'ACTION ET DE PARTENARIAT

II.1. Renforcement du partenariat avec l'Université et l'enseignement supérieur :

Participation du service aux formations et enseignements supérieurs; de nombreux agents de l'Inventaire assurent un enseignement dans les universités en région soit dans le cadre de conventions, pour des maîtrises de sciences et techniques, par exemple, soit pour des enseignements spécifiques. Il participent aux manifestations, colloques séminaires etc... L'Inventaire apporte son soutien à la revue « Histoire de l'Art » et au Centre d'études supérieures sur la Renaissance. En 1997 une journée de rencontres scientifiques entre les services de l'Inventaire de Rhône-Alpes et les universités de Lyon II et Lyon III ont mis en évidence les relations entre les travaux universitaires et ceux de l'Inventaire général.

II.2. Formations diverses, dont celles données dans le cadre de l'Ecole Nationale du Patrimoine (8 stages en 1997)

II.3. Montée en puissance du partenariat avec les collectivités locales:

Les impératifs d'aménagement du territoire et d'accélération de la couverture territoriale amènent à un renforcement du partenariat avec les collectivités locales. L'inventaire doit devenir un instrument de l'aménagement du territoire pour une gestion éclairée de l'espace, pour la préservation et la qualité de l'environnement. Les enjeux sont à la fois culturels, pédagogiques, mais aussi économiques. C'est, notamment dans le cadre de ce partenariat que pourront s'inscrire les priorités du service concernant l'inscription des Inventaires dans des opérations concertées menées dans le cadre de conventions avec les collectivités, notamment les villes, les départements, les régions et les Parcs naturels régionaux.

Le succès rencontré par les opérations menées avec certaines villes, notamment à Toulouse sur le cadastre numérisé dont chaque parcelle a été enrichie des données historiques et architecturales de l'Inventaire, mais aussi en relation avec la constitution de secteurs sauvegardés ou de ZPPAUP, incite à généraliser cette méthodologie dans les séries d'études urbaines entreprises conjointement avec la Direction de l'architecture dans le cadre des études des plans de sauvegarde et de mise en valeur tels Besançon, Riom, Villeneuve-lès-Avignon, Fontenay-le-Comte, ou d'études urbaines liées à des projets d'aménagement à Lyon, Rennes et bientôt sans doute Bordeaux.

La collaboration avec la direction de l'architecture en liaison avec la Mission du patrimoine ethnologique et les services départementaux de l'architecture et du patrimoine, s'exerce en milieu rural dans le cadre d'études de ZPPAUP, à la demande de groupements intercommunaux ou cantonaux afin d'initier une politique contractuelle de connaissance et de gestion du patrimoine rural (pays de Bourdeaux en Rhône-Alpes, vallée de la Couze en Aquitaine).

II.4. Poursuite du partenariat avec le C.N.R.S. (voir 2ème partie)

POLITIQUE D'EMPLOI SCIENTIFIQUE A METTRE EN OEUVRE

Outre le renforcement des corps de chercheurs (historiens de l'art, historiens des techniques) la priorité doit être donnée au renforcement des corps techniques des métiers de la recherche, notamment dans toutes les spécialités touchant à la gestion des données informatiques et aux métiers de l'image, que le développement des nouvelles technologies rend indispensable :

- gestionnaires de bases de données
- photographes confrontés à la production d'images numérisés
- cartographes, topographes appelés à l'usage d'outils sophistiqués
- dessinateurs, graphistes

Faute de créations ou de redéploiements de postes en région dans ces spécialités, aucun programme d'Inventaire moderne ne peut être mené à bien, voire même envisagé dans le cas du plan de numérisation ou de dossiers électroniques.

Les formations techniques adaptées sont parallèlement nécessaires.

IV. POLITIQUE DE VALORISATION ET DE DIFFUSION DE LA RECHERCHE:

IV.1. **Par les manifestations, séminaires, colloques** : Participation à de nombreux colloques et séminaires internationaux notamment sur le patrimoine industriel, les objets d'art et l'architecture.

IV.2. **Par l'extension de la politique des Centres de documentation du patrimoine** dont la mission fondamentale est la mise à disposition d'un large public de la documentation réunie par l'Inventaire. A ces centres, sont associés dans certaines régions des services éducatifs spécialement orientés vers la sensibilisation des enseignants au patrimoine.

IV.3. **Par la politique éditoriale** :

Le service poursuivra son activité dans les 9 collections différentes qui rendent compte des résultats de la recherche à l'intention du grand public ou des spécialistes et sont parfois réalisées en coédition (CNRS éditions pour recensement des vitraux), l'Imprimerie Nationale.

Des produits multimédia, en ligne ou sur support électronique sont également conçus (Cédérom Patrimoine de la France), Itinéraires virtuels du patrimoine sur le site Internet du ministère de la culture, etc... à développer .

IV.4. **L'accès généralisé via les réseaux**, aux bases de données et aux banques d'images, sera la priorité, à travers les pistes de recherche déjà évoquées supra, en particulier :

- la généralisation des systèmes d'informations géographique pour la gestion du patrimoine,
- la mise en ligne de documents électroniques multimédia structurés sous forme de dossiers et balisés selon la norme SGML,
- l'interrogation des banques d'images à partir du contenu même de l'image,
- le développement de thesaurus multilingue (cf infra) et la réalisation de systèmes d'informations sémantiques,
- le développement de produits virtuels spécifiquement pour Internet : Expositions, itinéraires, visites etc...(une douzaine de produits existent aujourd'hui).

V. PERSPECTIVES EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

L'Inventaire prend une part très active à la collaboration internationale dans le cadre du Conseil de l'Europe et en relation avec le Ministère des affaires étrangères.

Représentant la France dans le groupe de travail sur l'Inventaire et la documentation du patrimoine architectural européen, il a contribué à faire adapter une recommandation portant sur la fiche d'indexation minimum (1995).

- Il accueille des stagiaires d'Europe Centrale et de l'Est en liaison avec la Royal Commission of the Historical Monuments of England (Grande-Bretagne).
- Il poursuit une mission de recherche terminologique dans le cadre international en participant à l'élaboration de Thesaurus multilingue (français-anglais-italien) sur le patrimoine architectural et mobilier : projet avec l'Art and Architecture Thesaurus (USA) la Royal commission of the Historical Monuments of England (Grande Bretagne) et l'Istituto Centrale per il Catalogo e la Documentazione (Italie).

Répondant à des demandes de pays en voie de développement soucieux de valoriser leur patrimoine, l'Inventaire a initié des services ou participé à des programmes d'Inventaire en Arménie, en Bolivie, à Brazzaville, au Cambodge, en Haïti et bientôt à Madagascar.

Enfin, l'Inventaire général poursuit sa participation, grâce à l'appui actif de l'INRIA, au programme de recherche « Aquarelle » que soutient la Commission des Communautés européennes.

B. PROGRAMME DU LABORATOIRE DE RECHERCHES SUR LE PATRIMOINE FRANÇAIS (U.M.R.22, CNRS : Direction du Patrimoine)

Le "laboratoire de recherches sur le patrimoine français" (unité mixte de recherche C.N.R.S. - direction du patrimoine) a pour mission de conduire des recherches documentaires fondamentales pouvant servir aux enquêtes topographiques de l'Inventaire général et de mener des études thématiques régionales et nationales destinées à approfondir les enquêtes cantonales ou départementales de l'Inventaire général.

Le Conseil de laboratoire et le Conseil scientifique ont approuvé les orientations pour les années 1998 à 2001. Les sections 32 et 33 du C.N.R.S. ont examiné le bilan lors de leur session d'automne 1997 et approuvé les projets pour les années à venir.

Les programmes de recherches, de documentation et de publication sont conduits par des conservateurs et des ingénieurs de l'Inventaire et du C.N.R.S.

I. Recensement des vitraux anciens de la France

Programme placé sous la direction de Mme Fabienne Joubert, professeur à l'Université de Paris IV et de Mme Nicole Blondel, conservateur général du patrimoine à la sous-direction de l'Inventaire général, avec le concours de M. Michel HEROLD, conservateur du patrimoine, de Mmes Martine Callias-Bey, Véronique Chaussé, Laurence de Finance, Françoise Gatouillat, ingénieurs d'études (culture).

Engagé en 1972, ce programme s'inscrit dans l'entreprise internationale du Corpus Vitrearum, publié sous la direction du Comité international d'Histoire de l'art et sous le patronage de l'Union académique internationale ; il a abouti à la publication de cinq volumes (1978, 1981, 1986, 1992, 1994).

La rédaction du 6ème volume consacré aux vitraux de Haute-Normandie est achevée et la publication préparée actuellement aboutira à l'été ou à l'automne 1999.

L'équipe a engagé l'enquête préalable sur les vitraux de Basse-Normandie, qui pourrait s'achever en 1999, et de Bretagne qui se poursuivra probablement jusqu'en l'an 2000.

Les articles pour la publication des actes du colloque, organisé à l'Ecole du Patrimoine en 1997, sur le vitrail et les arts graphiques, sont maintenant rassemblés. La publication est envisagée au printemps 1999.

II. Programmes "Arts précieux"

Programme placé sous la direction de M. Francis Muel, conservateur régional de l'inventaire de Bretagne et de Catherine Arminjon, conservateur général du patrimoine à la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, avec le concours de Mlle Geneviève François, ITA CNRS (à plein temps), de Mmes Denise Dufief et Elisabeth Reveillon (à temps partiel).

II.1. Emaux méridionaux

Après la publication de son grand ouvrage *Corpus des émaux méridionaux, L'époque romane* (1987), Mme Marie-Madeleine Gautier avait gardé la direction scientifique du programme sur les émaux méridionaux, dont Mlle Geneviève François, assistant ingénieur, C.N.R.S. rattachée à l'U.M.R.22, est la cheville ouvrière. La documentation sur laquelle se fondaient les recherches était déposée au Musée de Cluny, qui accueille Mlle François, mais la documentation de Mme Gautier, conservée à son domicile personnel à Langon en était le complément indispensable.

Le décès récent de Mme Gautier laisse en suspens plusieurs entreprises : ce qui était son grand dessein depuis trois ans, la constitution d'un "*Corpus smaltorum*", parallèle au "*Corpus vitrearum*" d'une part, la publication du second volume de son catalogue raisonné en cours de rédaction, dont elle était l'âme, d'autre part.

De nouveaux concours sont de toute évidence nécessaires pour conduire à son terme le projet engagé, mais se pose aussi le problème du regroupement de la documentation, ainsi que le partage de responsabilités entre notre U.M.R. et le centre de recherches sur les émaux projeté à Limoges avec le concours des collectivités territoriales.

Le programme de recherche pour 1999 est donc conditionné au premier chef par cette réorganisation, voire restructuration nécessaire.

II.2. Dictionnaire des poinçons de l'orfèvrerie française

Après la publication des Orfèvres de Nantes (1989), des Orfèvres de Haute-Bretagne (1994), des Poinçons des orfèvres de Lyon et du Dictionnaire des poinçons des fabricants d'or et d'argent de Paris et de la Seine, Tome I et II, l'équipe travaille à la publication des orfèvres de Bourgogne (publication prévue en 1999) de Haute-Bretagne (publication prévue en 1999/2000), alors que 1998 a vu la publication d'un volume sur les Orfèvres d'Anjou.

III. Architecture

Programme placé sous la direction de Bernard Toulhier, conservateur du patrimoine et de François Loyer, Directeur de recherches au C.N.R.S., avec le concours des chercheurs et des ITA de recherche des diverses régions.

III.1. Villes balnéaires aux XIXe et XXe siècles

Le programme engagé en 1990 se poursuit actuellement sur toutes les côtes françaises, sous la direction de Bernard Toulhier, qui travaille à une étude de synthèse. On peut noter qu'en Bretagne, les accords passés entre le service de l'Inventaire et l'Université de Haute-Bretagne ont conduit à des travaux communs sur Dinard, Paramé, Saint Lunaire.

En Aquitaine, les recherches conduites sur Biarritz se prolongent par des études sur Souillac.

Sur la Côte d'Azur des recherches sont conduites sur Villefranche S/Mer notamment.

Une étude programmée de Deauville a commencé en 1998 avec le concours de la mairie.

III.2. Architecture urbaine : ville et banlieue

Une réflexion sur l'analyse urbaine s'est engagée depuis quelques mois et se poursuivra avec le concours de François Loyer, directeur de recherche au C.N.R.S. qui a demandé son rattachement à l'UMR 22.

Elle a abouti en 1998 à des actions de formation et devrait se poursuivre en 1999 avec la mise en place d'outils méthodologiques pour des études urbaines.

IV. Patrimoine industriel

Sous la direction de Jean-François Belhoste, ingénieur de recherche à la sous-direction de l'Inventaire, avec le concours de M. Denis Woronoff, professeur à l'Université de Paris I se poursuit l'étude et la réflexion sur les matériaux de construction. Un séminaire commun se tient à l'Université Paris I.

V. Peintures murales

En 1998 s'est mis en place un nouveau programme de recherches sur les peintures murales sous la direction de Marie-Pasquine Picot-Subes, conservateur du patrimoine. Un état des enquêtes déjà effectuées par l'Inventaire (1490 peintures sur la base Palissy) a été établi et une note de synthèse a été publiée par la *Revue de l'art*.

Le laboratoire s'engage dans deux directions :

- établissement d'un recensement par département et par région des peintures murales gothiques, pour lequel a été constitué un groupe de travail avec des concours extérieurs (Fabienne Joubert, Université de Paris IV, Dominique Poulain, Université de Poitiers). L'objectif à terme est de produire des publications systématiques, soit analogues à celles sur les vitraux anciens, soit sous une forme plus modeste du type "Indicateurs du patrimoine" et une documentation accessible sur la base de données Palissy ;
- recherches sur les techniques de peinture murale aux XIII-XIVe siècles en coopération avec le laboratoire de recherches des monuments historiques de Champs-sur-Marne, que dirige Mme Isabelle Pallot-Frossard, et avec Mme Ségolène Bergeon, conservateur général du patrimoine, chargé de mission à la direction du patrimoine.

FICHE DE SYNTHESE

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : SOUS-DIRECTION DES ETUDES, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INVENTAIRE

1) ENVELOPPE RECHERCHE :

Titre III : 34.97 90	Fonctionnement		
31.90 90	Vacations		570 000
		AP	CP
Titre V : 56 98	Equipement	200 000	200 000
	Soutien de programme	600 000	600 000
	Etudes		
	Total	800 000	800 000
Titre VI : 66.98	Subventions de recherche	1 450 000	1 450 000
	Opérations de valorisation		
	Total		

2) AUTRES FINANCEMENTS DE LA RECHERCHE :

	Chapitre/article	Montant	Nature du soutien
Titre III			
Titre IV	43.20/13	585 000	Ministère de la culture : études, séminaires, revues et publications
Titre V			
Titre VI			

**FICHE DE PROGRAMMATION
DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT ET DE VACATIONS**

CHAPITRES 34 97 90 ET 31 90 90

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE -

SERVICE : SOUS-DIRECTION DES ETUDES, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INVENTAIRE

TOTAL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT 34.97 90 : (indiquer si les crédits sont déconcentrés)

Répartition des crédits	Nature des dépenses de fonctionnement
NEANT	NEANT

Autres crédits de fonctionnement :
(à titre indicatif)

TOTAL DES CREDITS DE VACATIONS DE RECHERCHE 31 90 90 : 570 000 F

Répartition des vacations	Nature du programme soutenu
194 000	Patrimoine industriel
221 000	Informatique, bases Objets mobiliers et Architecture
58 000	Recherche documentaire
97 000	architecture

Autres crédits de vacations :
(à titre indicatif)

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : SOUS-DIRECTION DES ETUDES, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INVENTAIRE

TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :

- Constitution de fonds documentaire (microfichage) : 400 000 F
- Acquisition de pochettes : 300 000 F
- Matériel technique : 100 000 F

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

- DPCI (microfichage)
- SERC (matériel technique)

DURÉE : 1 an

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel: reconduit d'année en année

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		800 000	800 000
2000		Non connu	Non connu
2001		Non connu	Non connu

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

SERVICE : SOUS-DIRECTION DES ETUDES, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INVENTAIRE

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : Repérage du patrimoine industriel
(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Ce projet a pour but d'inventorier et de documenter chaque site abritant ou ayant abrité une activité industrielle, en établissant un bordereau et un dossier documentaire par site. L'ensemble de ces informations donne naissance à des microbases régionales, basculées ensuite dans la base architecture Mérimée de la direction de l'architecture et du patrimoine.

La recherche est menée au niveau départemental et aboutit à un corpus de 300 sites en moyenne par département.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse) : associations type loi 1901 (voir adresses en annexe)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs) : associations subventionnées à hauteur de 76,6%

DUREE DU PROJET :

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel: OUI

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		1 450 000	1 450 000
2000		Non connu	Non connu
2001		Non connu	Non connu

**SUBVENTION DE RECHERCHE OU DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

- ANNEXE -

ASSOCIATIONS SUBVENTIONNEES

- * **Etude du patrimoine auvergnat (EPA)**
34 rue Bansac
63000 CLERMONT-FERRAND

- Association pour l'Inventaire Bretagne (APIB)**
6 rue du Chapitre
35 044 RENNES CEDEX

- * **Association pour la promotion et le développement de l'inventaire comtois (ASPRODIC)**
DRAC Franche-Comté
9 bis rue Charles Nodier
25043 BESANCON CEDEX

- * **Association architecture industrielle en Lorraine (AIL)**
29 rue du Haut-Bourgeois
54000 NANCY

- * **Association pour la recherche, l'animation et la mise en valeur du patrimoine de Basse-Normandie (ARAMIS)**
10, rue Bailey
14052 CAEN CEDEX

- * **Association Connaissance du patrimoine de Haute-Normandie**
2 rue Maladrerie
76000 ROUEN

- * **Association pour le développement de l'inventaire général dans la région des Pays-de-la-Loire (ADIG)**
1, rue Stanislas Baudry
44035 NANTES CEDEX

- * **Association pour la généralisation de l'inventaire régional Picardie (AGIR-PIC)**
43 rue Charles Floquet
80000 AMIENS

- * **Association Connaissance et promotion du patrimoine de Poitou-Charentes**
102 Grand'Rue
86000 POITIERS

- * **Association pour le développement de l'inventaire des richesses artistiques dans la région Rhône-Alpes (ADIRA)**
6 quai Saint-Vincent
69001 LYON

- * **Groupe pour la recherche appliquée et la formation en sciences humaines (GRAFOS)**
151 Crève Coeur
97460 SAINT-PAUL

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE**



MISSION DU PATRIMOINE ETHNOLOGIQUE

LA RECHERCHE EN 1998 A LA MISSION DU PATRIMOINE ETHNOLOGIQUE

L'année 1998 a vu l'installation en présence de Madame la ministre de la culture et de la communication du Conseil du patrimoine ethnologique, renouvelé pour quatre ans (séance du 6 mars). La vice présidence en a été confiée à Monsieur Christian Bromberger, professeur à l'université d'Aix Marseille.

Du fait de la crise des crédits de paiement (crise qui a été résolue en novembre par l'attribution de 690 000 francs de CP supplémentaires), tant Michel Melot que Jean Marie Jenn, qui lui a succédé à la tête de la Mission en juin, ont pris la décision de ne financer aucun nouvel appel d'offres en 1998. Les deux nouveaux appels d'offres lancés en juillet, « *Ethnologie de la relation esthétique* » et « *Formes contemporaines de l'économie informelle : activités, échanges et réseaux de relations* », feront l'objet d'un financement à partir de 1999.

Les crédits de paiement disponibles ont été prioritairement consacrés au paiement des appels d'offres antérieurs. Le contrat de plan Languedoc Roussillon (GARAE) a été poursuivi. A la suite d'un déplacement en DRAC, LA Mission a demandé à ne financer en Bourgogne que celles des recherches portant sur « *le patrimoine bâti rural et ses matériaux* » et « *le patrimoine alimentaire et les produits du terroir* » déjà prêtes à démarrer.

1998 était la troisième année des programmes triennaux sur les ethnopôles et la deuxième année de préfiguration des projets. Les rapports rendus doivent aboutir à l'évaluation des résultats et à la définition de nouveaux programmes.

Claudie Voisenat, ingénieur d'études, a été mise à disposition pour trois ans de l'UMR 8555 pour la coordination des programmes « *Sources de l'ethnologie de la France* » et « *Ethnologie des monuments* »

Les actions d'édition (revue *Terrain* et collection *Ethnologie de la France*) et de coproduction audiovisuelle, reposant précédemment pour moitié sur le titre VI, ont été à partir de cette année entièrement reportées sur le titre IV.

Les crédits du chapitre 34 97 ont été, et seront, consacrés au déplacement des membres du Conseil du patrimoine ethnologique et des différents groupes de travail mis en place par la Mission.

Orientations pour 1999

L'année 1999 sera celle d'un retour à un fonctionnement normal avec le financement des deux appels d'offres.

A l'issue de la première période de trois ans, la politique des ethnopôles entre dans une phase décisionnelle ; elle ne prendra un sens, celui d'une conjonction de thématiques nationales avec des implantations en région, de la conjonction de la recherche à haut niveau avec la diffusion dans leurs milieux naturels, que si deux ou trois nouveaux centres viennent s'ajouter aux trois existants

Dans le choix des programmes de recherche hors appels d'offres, dont la validation scientifique sera confiée au Conseil du patrimoine ethnologique, la Mission entend, sans pour autant s'instrumentaliser, privilégier les thématiques qui répondent aux préoccupations de la nouvelle direction de l'architecture et du patrimoine, et les collaborations avec d'autres administrations, au sein ou en dehors du Ministre.

Les programmes d'édition et de coproduction audiovisuelles, s'ils ne sont plus financés sur des crédits de recherche, restent toujours liés à l'activité scientifique de la Mission. L'activité audiovisuelle devrait retrouver son volume antérieur à 1998.

Les crédits d'études et de stages, les bourses d'allocation d'études et de recherche, les crédits d'intervention sont toujours utilisés en synergie avec les programmes de recherche.

FICHE DE SYNTHESE

**DIRECTION ET SERVICE : Direction de l'Architecture et du Patrimoine
Mission du Patrimoine ethnologique**

1) ENVELOPPE RECHERCHE :

Titre III : 34.97 90	Fonctionnement	40 000	
31.90 90	Vacations		
		AP	CP
Titre V : 56 98	Equipement		
	Soutien de programme		
	Etudes		
	Total		
Titre VI : 66.98	Subventions de recherche	2 900 000	2 900 000
	Opérations de valorisation		
	Total		

2) AUTRES FINANCEMENTS DE LA RECHERCHE :

	Chapitre/article	Montant	Nature du soutien
Titre III	études chapitres DAPA 34.20.20.	à définir par la DAPA	
Titre IV	chapitre DAPA 43.60.83	à définir par la DAPA	- allocations d'études et de recherches - stages Institut du Patrimoine
Titre V	études chapitres DAPA 56.20.90.	à définir par la DAPA	
Titre VI			

**FICHE DE PROGRAMMATION
DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT ET DE VACATIONS**

CHAPITRES 34 97 90 ET 31 90 90

**DIRECTION ET SERVICE : Direction de l'Architecture et du Patrimoine
Mission du Patrimoine ethnologique**

TOTAL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT 34.97 90 :
(indiquer si les crédits sont déconcentrés)

Répartition des crédits	Nature des dépenses de fonctionnement
40 000	déplacements des membres du Conseil du Patrimoine

Autres crédits de fonctionnement :
(à titre indicatif)

TOTAL DES CREDITS DE VACATIONS DE RECHERCHE 31 90 90 :

Répartition des vacations	Nature du programme soutenu

Autres crédits de vacations : (à titre indicatif)

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE**

MISSION DU PATRIMOINE ETHNOLOGIQUE

SUBVENTIONS DE RECHERCHE ET D'OPERATIONS DE VALORISATION

(chapitre 66.98)

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

**DIRECTION ET SERVICE : Direction de l'Architecture et du Patrimoine
Mission du Patrimoine ethnologique**

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Appel d'offres "formes contemporaines de l'économie informelle : activités, échanges et réseaux de relation".

Les processus économiques relevant de l'économie informelle sont au centre de cet appel d'offres.

On pourra les saisir au niveau du micro-social et des réseaux personnels, en faisant cependant la liaison entre les activités et les relations sociales qui peuvent associer des gens d'origines diverses, sous différentes formes, réseaux, groupes constitués ou non, etc.

L'économie informelle pourra être appréhendée de plusieurs point de vue :

- La production des choses, leur circulation et la forme des échanges
- La signification de ces activités pour les acteurs
- Les relations entre l'économique et le social

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET : appels à projet sur 2 ans
 remise des dossiers et paiement en 4 ans

**NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel
S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part**

Coût total de la ou de l'opération : recherche			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		1 000 000	350 000
2000		500 000	525 000
2001			475 000

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

**DIRECTION ET SERVICE : Direction de l'Architecture et du Patrimoine
Mission du Patrimoine ethnologique**

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Appel d'offres "ethnologie de la relation esthétique"

Comment les jugements esthétiques et les pratiques quotidiennes (qu'il s'agisse des divers bricolages esthétiques quotidiens ou de la réception des oeuvres d'art) interviennent-ils dans l'élaboration de liens sociaux ? quelles fonctions remplissent-ils ?

Pour répondre à cette question, les recherches pourront privilégier trois types d'approche :

- Sur l'observation des conduites esthétiques et des moments critiques où s'élaborent ou se modifient les codes d'un jugement ou d'une pratique esthétique ;
- Sur les caractéristiques des énoncés esthétiques et sur les conditions de leur élaboration ;
- Sur l'étude des effets sociaux du partage ou non partage d'émotions esthétiques et de goûts.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

appels à projet sur 2 ans

remise des dossiers et paiement en 4 ans

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		1 000 000	350 000
2000		500 000	525 000
2001			475 000

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

**DIRECTION ET SERVICE : Direction de l'Architecture et du Patrimoine
Mission du Patrimoine ethnologique**

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Achèvement des appel d'offres antérieurs, en particulier 1996-1997

"production, producteurs et enjeux contemporains de l'histoire locale".

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

appels à projet sur 2 ans

remise des dossiers et paiement en 4 ans (dernière année)

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999			1 200 000
2000			
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

**DIRECTION ET SERVICE : Direction de l'Architecture et du Patrimoine
Mission du Patrimoine ethnologique**

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

**Contractualisation avec l'UMR 85 55 Centre d'Anthropologie
Mise à disposition de Madame Claudie VOISENAT, ingénieur d'études, et crédits
d'accompagnement.**

Coordination des programmes :

- "les sources de l'ethnologie de la France" : séminaire à l'EHESS, préparation d'un répertoire d'archives de l'ethnologie de la France (Internet), groupe de travail visant à constituer un réseau de ressources documentaires, préparation d'un dictionnaire historique de l'ethnologie de la France (éditions Fayard), groupe de travail sur le dessin ethnologique, recherche sur les musées d'ethnographie entre 1850 et 1950, recherche sur l'ethnologie dans les sociétés savantes du XIX^{ème} siècle.

- "l'ethnologie du monument" : la construction de la monumentalité ou pourquoi et comment un site devient-il un monument. En particulier, recherche sur les maisons d'écrivains. Le monument habité ou la difficile conciliation du privé et du public dans la gestion monumentale.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

**UMR 85 55
Centre d'Anthropologie**

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

**GARAE (groupe Audois de Recherche et d'Animation Ethnologique)
Ethnopôle, Centre de ressources à CARCASSONNE**

DUREE DU PROJET : 3 ans (de 1998 à 2000)

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		50 000	50 000
2000		50 000	50 000
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

**DIRECTION ET SERVICE : Direction de l'Architecture et du Patrimoine
Mission du Patrimoine ethnologique**

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Recherches hors appels d'offres :

Ces recherches seront examinées par la Commission permanente et le Conseil du Patrimoine ethnologique lors des séances du 15 février et du 08 mars 1999.

Sont en projets de recherches dans les musées d'ethnologie, sur le tourisme, sur la question des échelles dans la conception du projet urbain (avec le PUCA), sur le paysage (en liaison avec le centre culturel de rencontre de la voûte Chilhac).

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		250 000	250 000
2000			
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

**DIRECTION ET SERVICE : Direction de l'Architecture et du Patrimoine
Mission du Patrimoine ethnologique**

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE : Programme pluriannuel de recherche (ethnopôles et projets d'ethnopôles)

Maison du Rhône - Centre pour une Anthropologie du fleuve (ethnopôle)

"Les cultures du fleuve : les relations ville-fleuve", en relation avec l'université de Lyon II, et la DATAR.

GARAE (ethnopôle)

Les sources de l'ethnologie de la France, les lieux de mémoire et le monument historique, en collaboration avec l'UMR 85 55.

SALAGON (ethnopôle)

"Nouveaux usages de la campagne", en collaboration avec l'université d'Aix.

Anthropologie des Pays Miniers (projet d'ethnopôle), en collaboration avec l'université de Lille et le CNRS.

Anthropologie des zones humides (projet d'ethnopôle), en collaboration avec l'Association Estuarium (DRAC Pays de Loire).

"Territoire, mémoires et identités en situation pluriculturelle : le cas de la Guyane", en collaboration avec le CNRS, l'ORSTOM, l'université Antilles-Guyane.

ORGANISME SUBVENTIONNE :
(Nom et adresse)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :
(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

**NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel
S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part**

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		600 000	700 000
2000			
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

**DIRECTION ET SERVICE : Direction de l'Architecture et du Patrimoine
Mission du Patrimoine ethnologique**

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Achèvement des appels d'offres antérieurs, en particulier 1996-1997

"production, producteurs et enjeux contemporains de l'histoire locale".

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

appels à projet sur 2 ans

remise des dossiers et paiement en 4 ans (dernière année)

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999			1 200 000
2000			
2001			

**patrimoine
muséographique**

groupe de programmes n° 3

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE



CENTRE DE RECHERCHE ET DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE

Le Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF)

L'année 1998 a été consacrée à la mise en place de la fusion du service de restauration (SRMF) et du laboratoire de recherche des musées de France (LRMF). Le C2RMF sera un service à compétence nationale à partir du 1er janvier 1999. Les nouvelles missions ont été définies et l'organigramme a été élaboré. La conservation préventive y apparaît comme un secteur prioritaire et la recherche concernant « la chimie des matériaux du patrimoine », telle qu'elle a été définie en 1996, lors de la création de l'UMR 171, trouve dans le nouveau centre une place privilégiée. C'est dans cet esprit qu'a été organisé par le LRMF et la Société de Chimie Industrielle, en octobre dernier au Louvre, un colloque international sur « Art et Chimie: la couleur », qui a rassemblé 350 spécialistes et a été l'occasion de publier un numéro de la revue Techné proposant un parcours scientifique du musée du Louvre à partir de quarante oeuvres étudiées au laboratoire pour identification, conservation ou restauration. Les textes des communications du colloque devraient être prochainement publiés sous forme d'actes.

Les grands thèmes de la recherche du C2RMF qui concernent la chimie des matériaux du patrimoine des musées ont été précisés en 1998. Ces thèmes, grâce à une dotation de la MRT et à l'arrivée de deux nouveaux collaborateurs permanents au LRMF, Sandrine Pages Ingénieur d'étude du Ministère de la Culture pour l'étude de la chimie des polychromies médiévale et moderne et Martine Regert, chercheur du CNRS en chimie des matières organiques archéologiques, continueront à être développés en 1999, date d'un premier bilan à quatre ans de l'UMR 171. Ces thèmes sont abordés aussi grâce à cette même enveloppe, par un certain nombre de laboratoires-ateliers du réseau français de conservation-restauration. Ils sont encouragés par des contrats d'étude ou des dotations pour équipement.

Dans le domaine de l'analyse élémentaire des matériaux, l'accélérateur Aglaé qui continue à être utilisé à temps complet (exemple du rubis), pourrait être amélioré en automatisant une partie de son fonctionnement, ce qui permettrait de réaliser de nuit un certain nombre d'analyses. Cette hypothèse émise l'an dernier, exigeait une mise au point, et l'automatisation d'Aglaé devrait pouvoir se faire pendant l'année 1999.

Des études suivies comme celles des polychromies égyptiennes, médiévales et modernes bénéficient aussi, outre de la nomination d'un nouvel ingénieur d'étude, de l'installation et de la mise en service d'un second microscope électronique à balayage avec dispositif de microanalyse X (qui remplacera progressivement le premier qui a plus de dix ans). Environ vingt agents du LRMF utilisent ces deux machines, tant pour les examens que pour les analyses. Après une année de mise au point, l'ICP-AES, est un excellent outil de travail pour analyser métaux et alliages, appliqué aussi bien aux premiers cuivres élaborés en Gaule, qu'aux bronzes tertiaires des environs de 1000 avant J.C., provenant de Compiègne.

Un effort particulier a été réalisé pour rattraper le retard accumulé dans les études des matières organiques. Le nouveau chercheur du CNRS, venu rejoindre l'UMR 171 en octobre 1998, développe des recherches sur les adhésifs et les restes alimentaires archéologiques. Il utilise le matériel de chromatographie en phase gazeuse installé en 1997.

Un contrat d'étude commencé en octobre 1998, permet à Michèle Gunn sous contrat CNRS de poursuivre un étude importante sur la relation des liants et des pigments à base de cuivre. Cette interrelation qui produit l'altération du bleu ou du vert et les transforme en brun est maintenant expliquée, mais un complément d'étude demandé en 1999 devrait permettre d'élucider le processus du phénomène et peut-être déterminer les conditions de sa stabilisation. La relation du métal et de la matière organique est aussi étudiée dans les cas de soieries minéralisées de la tombe de Naintré (Vienne) datant du IVe siècle de notre ère. Le sarcophage de plomb s'étant altéré a permis cette minéralisation et cette relative conservation.

Le processus du vieillissement des matériaux concerne la conservation aussi bien que la conservation préventive. Un programme a débuté concernant l'altération de l'argent. Une série d'échantillons témoins est

altérée artificiellement en enceinte de vieillissement et dans des lieux muséaux. Une nouvelle enceinte permettant de faire varier les paramètres d'altération est devenue nécessaire pour les prochains développements de ces recherches et demandée en 1999.

Elle servira aussi à deux programmes voisins de longue haleine sur l'altération des verres, des émaux et des céramiques glaçurées de Della Robbia et de Palissy menés au laboratoire en collaboration avec plusieurs partenaires.

Un autre programme sera mené à bien grâce à des contrats avec des laboratoires extérieurs compétents: le programme des marbres grecs, défini dans le cadre d'une convention avec l'Ecole d'Athènes, en 1998, pour trois ans. Il s'agit non seulement de déterminer l'origine des marbres des grandes sculptures antiques mais d'étudier pour chaque faciès, les problèmes spécifiques de l'altération des surfaces.

Parmi les contrats d'étude en cours ayant trait au vieillissement et aux altérations, il faut en citer deux sur les cuirs dorés, un autre sur les matériaux métalliques peints.

La conservation préventive à laquelle il a déjà été fait allusion, s'inscrit dans les thèmes prioritaires du Centre de recherche et de conservation des Musées de France.

Deux recherches sont demandées à des laboratoires extérieurs:

- au CNEP de l'Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, il est demandé en 1999-2000 une étude sur les « moyens de prévention de jaunissement des vernis utilisés pour la protection des peintures »

- au Laboratoire National d'Essais (LNE), il est demandé en 1999-2000 un programme d'essai visant à déterminer les « mesures de l'humidité relative au sein d'un caisson étanche renfermant un panneau peint avec ou sans gel de silice ».

La datation est un secteur très sollicité dans les musées.

La thermoluminescence permet de dater des minéraux (céramiques, pierres) chauffés. Un premier appareil qui a rendu de nombreux services, va être progressivement remplacé par un second appareil qui sera mis en service dès le début de 1999.

Cet appareil permettra outre la mesure par thermoluminescence classique, la mesure par luminescence optiquement stimulée, ce qui élargira la palette des possibilités du laboratoire.

Un programme ambitieux pour réaliser des datations par le carbone 14 a fait l'objet d'une première étude de faisabilité par un cabinet de consultant sur un financement de la MRT. Cette première évaluation étant positive, il est souhaitable que la seconde étape puisse préciser le cahier des charges, les partenaires et les modalités économiques d'un tel projet.

Le Centre propose aussi pour un certain nombre de partenaires privilégiés des dotations d'équipement ou des contrats d'étude.

Ainsi pour le LRMH, il est prévu l'acquisition d'une banque d'échantillons de colorants d'un grand groupe industriel européen, destinée à faciliter le travail de la section textile, commune au Patrimoine et à la DMF.

De même il est prévu avec le LRMH, d'organiser un stage au LRMF pour le nouvel I E spécialiste en bois et commun au Patrimoine et à la DMF.

Pour le LAM de Jarville, l'acquisition d'un nouveau générateur de torche à plasma pour déchlorurer les fers est proposée.

Pour Arc Antique à Nantes, deux études sont prévues, l'une sur la corrosion des métaux ferreux en milieu marin et une autre sur les céramiques glaçurées en collaboration avec le laboratoire du C2RMF.

Pour Arc Nucléart, deux études sont également programmées, l'une sur le vieillissement des matières organiques gorgées d'eau et une autre sur l'optimisation de l'imprégnation par du PEG des objets en bois gorgés d'eau.

Un groupe de travail s'est constitué en 1998 dans le domaine de l'étude des supports papier, filigrané ou non, des arts graphiques et des documents manuscrits ou imprimés.

Ce groupe comporte outre le LRMF et le SRMF, le CRCDG, le DAG du Musée du Louvre, trois laboratoires du CNRS, les Archives de France, les Musées de Lille et des Arts Décoratifs. Le programme de recherche proposé à partir de 1999 concernera l'établissement d'un corpus de matériaux de référence (papiers anciens et modernes), un thesaurus commun et un recensement des méthodes d'examen. Le LRMF se consacrera plus particulièrement à la radiographie et à la spectrophotométrie au sein de ce programme.

La MRT traitera ce programme comme un PCR.

Dans le domaine de la documentation et de l'image, anticipant sur la création du C2RMF on a entrepris la numérisation et la fusion des informations constituées depuis plus de 50 ans, tant au laboratoire, qu'au service de restauration. Deux bases de données NARCISSE-PEINTURE (60000 images actuellement) et NARCISSE-OBJETS (créée en 1998) sont disponibles sur le serveur intranet du Ministère. Elles ont une même architecture et sont interactives avec d'autres bases (telle JOCONDE) et multilingues.

En 1999, le centre projette de mettre en chantier deux bases complémentaires, une base BIBLIOGRAPHIE et une base MATERIAUX qui auront des liens avec les deux bases existantes. Une démonstration est prévue pour la réunion de l'ICOM-CC à Lyon en août-septembre 1999.

Enfin, dans le cadre d'un projet européen ACOHIR, on a entrepris la réalisation d'un ensemble matériel et logiciel permettant de visualiser des objets en 3D interactif (photographie et radiographie X). Ce programme se poursuivra et s'achèvera en 1999.

Pour mémoire rappelons les sept thèses en cours au laboratoire dont 5 devraient être soutenues en 1999.

S.CONSIGNY	Etude de l'origine des silex archéologiques dans le bassin parisien au magdalénien.
- D.GERMAIN-BONNE	Etude des mécanismes de l'altération des verres.
E.IOANNIDIS	Mise au point de méthodes d'analyse par faisceau d'ions pour l'étude des patines et la caractérisation de la couche altérée d'alliages cuivreux.
P.MARTINETTO	Analyse et compréhension des cosmétiques à base de plomb utilisés dans l'ancienne Egypte.
C.MOULHERAT	Archéologie des textiles antiques - Utilisation des tissus dans les rituels funéraires en Gaule et en Italie du 9ème au 5ème siècle avant J.C.
S.PAGES-CAMAGNA	Etude des mécanismes de production des pigments synthétiques verts égyptiens.
I. REICHE	Etude des processus physico-chimiques de l'altération de l'os et de l'ivoire dans les sédiments.

FICHE DE SYNTHESE

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

**SERVICE : LABORATOIRE DE RECHERCHE DES MUSEES DE FRANCE
SERVICE DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE**

1) ENVELOPPE RECHERCHE :

Titre III : 34.97 90	Fonctionnement		
31.90 90	Vacations	1 050 000	
		AP	CP
Titre V : 56 98	Equipement	950 000	
	Soutien de programme	1 730 000	
	Etudes	1 070 000	
	Total	3 750 000	3 798 000
Titre VI : 66.98	Subventions de recherche		
	Opérations de valorisation		
	Total		(Techné)

2) AUTRES FINANCEMENTS DE LA RECHERCHE :

	Chapitre/article	Montant	Nature du soutien
Titre III			
Titre IV			
Titre V			
Titre VI			

**FICHE DE PROGRAMMATION
DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT ET DE VACATIONS**

CHAPITRES 34 97 90 ET 31 90 90

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

CENTRE DE RECHERCHE ET DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE (EN CREATION)

TOTAL DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT 34.97 90 : 1 050 000 F

(indiquer si les crédits sont déconcentrés)

Répartition des crédits	Nature des dépenses de fonctionnement
175 000	gaz
250 000	produits et fournitures de laboratoire
325 000	petits équipements
150 000	documentation
150 000	réparations, maintenance remise en état

Autres crédits de fonctionnement : Crédits sur 34 98 DMF : Dotation 1999 non notifiée .
(à titre indicatif)

TOTAL DES CREDITS DE VACATIONS DE RECHERCHE 31 90 90 :

Répartition des vacances	Nature du programme soutenu
6 mois	Secteur image, documentation
6 mois	Pour soutien ponctuel aux équipes de recherche

Autres crédits de vacances : vacances DMF pour 1 vacataire permanente sur crédits DMF
(à titre indicatif)

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

**CENTRE DE RECHERCHE ET DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE (EN CREATION)
(LABORATOIRE DE RECHERCHE DES MUSEES DE FRANCE ET SERVICE DE RESTAURATION DES MUSEES
DE FRANCE)**

**TITRE ET RÉSUMÉ DES ETUDES OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE
PROGRAMME :**

RECAPITULATIF

• Acquisitions .	950 000 F
• Soutien de programme	1 730 000 F
• Etudes 1999 du C2RMF :	1 070 000 F
Total en AP 1999	3 750 000 F

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

DURÉE : 1 an

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P. 1999	C. P.
1999 Acquisition Soutien de programme Etudes		950 000 F 1 730 000 F 1 070 000 F	500 000 F 1 330 000 F 370 000 F + 1 598 000 F (AP 1998)
2000 Acquisition Soutien de programme Etudes			450 000 F 400 000 F 700 000 F
2001 Etudes Acquisition Soutien de programme			

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

LABORATOIRE DE RECHERCHE DES MUSEES DE FRANCE

TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :

Enceinte de vieillissement	150 000 F
Réfectographie infra rouge	90 000 F
Système d'acquisition d'images	110 000 F
Graveur DVD	60 000 F
Miroir de Gobel (diffraction X)	120 000 F
Table Tournante	65 000 F
Automatisation AGLAE	200 000 F
Four haute tension	60 000 F
Concentrateur évaporateur (chimie organique)	95 000 F
TOTAL en AP 99	950 000 F

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

DURÉE :

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		950 000 F	500 000 F
2000			450 000 F
2001			

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

CENTRE DE RECHERCHE ET DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE

TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :

Marché : produits photos radios	400 000 F
Autres produits photos (Ilford)	50 000 F
Equipements photos	50 000 F
Matériels de documentation	50 000 F
Produits pour documentation	100 000 F
Matériels pour programme peinture	150 000 F
Programme polychromie , chimie :	
petits matériels de laboratoires	170 000 F
Programme couleur et Raman	100 000 F
Verrerie	90 000 F
Matériels pour verre métal (couteau , produits ...)	100 000 F
Polissage	50 000 F
Produits programme conservation préventive	100 000 F
Maintenance de vide	120 000 F
Enceinte climatique	40 000 F
Evolution appareil chromatographie LRMH	160 000 F

total

1 730 000 F en AP 99

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

DURÉE : 1 an

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		1 730 000 F	1 400 000 F
2000			330 000 F
2001			

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

CENTRE DE RECHERCHE ET DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE

CONTRATS D'ETUDES

(chapitre 56.98)

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

**DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE -
C2RMF - LABORATOIRE DE RECHERCHE DES MUSEES DE FRANCE ET SERVICE DE RESTAURATION DES
MUSEES DE FRANCE**

**TITRE ET RÉSUMÉ DES ETUDES 1999 OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE
PROGRAMME :**

- Analyse chimique par ICP-AES et ICP -AMS de ceramiques **CNRS - CRPG**
50 000 F
- Suite de l'étude sur l'actions des ions cuivriques Cu²⁺ sur la matière organique dans les oeuvres
d'art .**CNRS**
220 000 F
- Analyse en Microscopie electronique en transmission d'échantillon de musées **CNRS**
50 000 F
- Analyses des isotopes du plomb
50 000 F
- Déchoruration sous plasma d'hydrogène **LAM**
250 000 F
- Nettoyage par laser de céramiques anciennes **Arc antique**
50 000 F
- Altération des fontes de fer provenant de fouilles sous marines **Arc antique**
250 000 F
- Traitements de surface des marbres antiques de Délos Programme pluridisciplinaire
150 000 F

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

DURÉE :

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		1 070 000 F	370 000 F
2000			700 000 F
2001			

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE France

CENTRE DE RECHERCHE ET DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE (EN CREATION)

TITRE DE L'ETUDE

ANALYSE DE CERAMIQUES PAR ICP-AES ET ICP-MS CONCERNANT DES PROGRAMMES D'ETUDES
DEMANDES PAR LES MUSEES :
CERAMIQUES MANCELLES
TERRES CUITES DE PALISSY
PROGRAMME DELLA ROBBIA

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

- CNRS - CRPG

DURÉE : 1 an

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		50 000	50 000
2000			
2001			

**ETUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATERIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

CENTRE DE RECHERCHE ET DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE

TITRE ET RESUME DE L'ETUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :

Suite de l'étude sur l'actions des ions cuivriques Cu²⁺ sur la matière organique dans les oeuvres d'art .

Des brunissements très accentués ont été notés sur des tableaux des 15^{ème} et 16^{ème} siècles lorsque des pigments à base de cuivre ont été utilisés.

Ces changements de colorations résultent vraisemblablement d'une interaction entre la couche picturale contenant des ions cuivre et des couches organiques oléorésineuses, posées sur des tableaux .

Le but de l'étude est d'établir l'interaction chimique entre les ions cuivre et ces couches organiques , de déterminer la nature des produits bruns résultant de cette interaction et d'établir le mécanisme réactionnel .L'aptitude des acides résiniques et des acides gras à se lier à l'ion cuivrique a été mise en évidence par la résonance magnétique nucléaire (RMN) et la résonance paramagnétique (RPE) - voir rapport d'activité .

Etude de l'interaction chimique entre les ions cuivriques et les nouvelles couches protectrices posées sur les tableaux après leur nettoyage .

La réactivité chimique d'autres composés organiques tels que des supports celluloseux ou protéiniques sera également envisagée .

D'autres ions susceptibles de provoquer l'hydrolyse des fonctions glycosidiques ou peptidiques, Pb²⁺ et Fe²⁺ par exemple , interviendront également dans cette étude

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

URA CNRS 400 Pr Chottard . Chercheur : Madame GUNN , Docteur en chimie

DURÉE :

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel début de l'étude en 1998

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		220 000 F	110 000 F correspondant à AP 99 + 110 000 F correspondant à AP 98
2000			110 000 F
2001			

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE France

CENTRE DE RECHERCHE ET DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE

TITRE DE L'ETUDE :

ANALYSE EN MICROSCOPIE ELECTRONIQUE EN TRANSMISSION D'ECHANTILLON DE MUSEES

CONTRACTANT:

LABORATOIRE DE PHYSIQUE DES LIQUIDES ET ELECTROCHIMIE, UPR 15 DU CNRS, PARIS VI.

CALENDRIER :

DE JANVIER A DECEMBRE 1999

RESUME ET PHASAGE :

ANALYSE PAR MICROSCOPIE ELECTRONIQUE A TRANSMISSION D'ECHANTILLON ARCHEOLOGIQUE ET DE
MUSEE: OXYDES DE FER, EMAUX, METAL BASE-CUIVRE , CERAMIQUE.
25 JOURNEES DE MET A JUSSIEU (100kV) ET A MEUDON BELLEVUE (200kV)

PROGRAMME PLURIANNUEL

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		50 000	50 000
2000			
2001			

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

CENTRE DE RECHERCHE ET DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE

TITRE DE L'ÉTUDE *OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :*

ANALYSE DES ISOTOPES DU PLOMB DANS LES ALLIAGES BASE CUIVRE, DANS DES CUIVRES ET DANS
DES GALENES POUR DETERMINATION D'ORIGINES .
PROGRAMME SUR LA METALLURGIE DE LA VALLEE DE L'INDUS MENE EN COLLABORATION AVEC LE
MUSEE GUIMET .

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

CNRS - CRPG ou Université Paul SABATIER

DURÉE : 1 an

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		50 000 F	50 000 F
2000			
2001			

ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL, SOUTIEN DE PROGRAMME

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :

Programme de recherche sur la déchloruration d'objets archéologiques sous plasma froid d'hydrogène.

Depuis plusieurs années, un travail soutenu est réalisé par différents laboratoires dans le but de rechercher de nouvelles méthodes de déchloruration d'objets archéologiques. Suite à ces études, il est apparu qu'un traitement sous plasma d'hydrogène de ces objets pourrait être une technique adaptée à leur déchloruration. Un travail de thèse, réalisé à Nancy, a en effet montré l'action réductrice de l'hydrogène atomique sur les chlorures.

Un travail de recherche, à la fois fondamental et appliqué, est développé depuis décembre 1997 au laboratoire d'archéologie des métaux, grâce à un appareillage mis à disposition par le ministère de la culture, afin de procéder à l'évaluation de cette technique dans le cadre de traitements en masse d'objets archéologiques.

Le recrutement d'un docteur en physique des plasmas pour une durée de 6 mois a permis de procéder aux premières expérimentations et au développement des moyens techniques nécessaires à la mesure des différents paramètres expérimentaux. En effet, le suivi de ces paramètres est indispensable à la gestion du procédé, à l'optimisation et à la reproductibilité des conditions de traitement.

Les premiers travaux effectués ont montré que dans la configuration actuelle, sous une tension moyenne fréquence (50 à 100 kHz), il est possible d'amorcer la décharge sur des objets fortement corrodés. Parallèlement à ces travaux, différents types de montage sont actuellement étudiés afin de pouvoir traiter, en une seule charge, un nombre conséquent d'objets.

Les étapes suivantes de ce programme, qui devront être développées en 1999, consistent à la fois à déterminer l'efficacité de cette technique en étudiant les processus de réduction et de déchloruration mis en jeu et à établir un protocole fiable et reproductible selon les différents types d'objets à traiter.

Pour mener à bien ce travail, la caractérisation des produits de corrosion (diffraction des rayons X) et l'analyse avant et après traitement d'objets archéologiques (spectrométrie Auger, microsonde X de Castaing) seront effectuées en collaboration avec des laboratoires universitaires. Une comparaison du procédé plasma avec les techniques de déchloruration usuelles en bains chimiques sera également développée.

L'analyse in situ du milieu réactif (spectrométrie d'émission optique, spectrométrie de masse) pourrait permettre de déterminer les cinétiques de déchloruration et les phénomènes d'interaction plasma-surface induisant les modifications de la nature de l'objet.

Ces travaux de recherche, comme ceux menés à Guigry-en-Vexin sur un appareil de conception différente, permettront d'évaluer un certain nombre de configurations techniques et de proposer des solutions adaptées au traitement d'objets archéologiques.

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

Laboratoire d'archéologie des Métaux

DURÉE : 1 an

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		250 000 F	

ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL, SOUTIEN DE PROGRAMME

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :

Nettoyage par laser des céramiques anciennes

Les restaurateurs de céramique sont confrontés à des objets dont les salissures sont difficiles sinon impossibles à éliminer par des techniques conventionnelles, en particulier pour les céramiques d'extérieur, les biscuits de porcelaine ou les plâtres. L'intérêt du procédé laser pour le nettoyage des monuments et des sculptures en pierre n'est plus à démontrer. En revanche, les tests de nettoyage sur des objets céramiques sont rares et peu documentés, bien que ce matériau soit par de nombreux aspects proche de la pierre. Il semble donc intéressant d'étudier ce procédé de nettoyage par laser sur des matériaux céramiques afin de démontrer son éventuel efficacité sans détérioration de l'objet.

Pour cela une démarche associant des physiciens-laseristes, pour la compréhension des phénomènes, et des restaurateurs, pour l'optimisation et la mise en application, est indispensable. Arc'Antique a déjà pu entreprendre, au laboratoire FORTH (Héraklion), une étude succincte sur le comportement du matériau céramique sous l'impact du faisceau, avec différents types de laser. L'étude de ce nettoyage est complexe puisque, pour chaque type de salissures et de matériaux sous-jacents, l'efficacité diffère selon la longueur d'onde du laser et peut aller de l'excellent au catastrophique. De même de nombreuses observations nous invitent à étudier plus en détail des phénomènes comme la fissuration et la fusion des glaçures ou comme les changements de coloration du plâtre, de certaines glaçures, pigments ou pâtes céramiques lors du nettoyage. Avant de réellement envisager d'utiliser ce procédé, qui pourrait devenir une méthode complémentaire des techniques traditionnelles, il est indispensable de garantir la non-destructivité (thermique ou mécanique) des supports et de maîtriser tous les paramètres à disposition de l'utilisateur. L'emploi de techniques in-situ et de méthodes diagnostiques pour évaluer l'absence de détérioration sera à étudier simultanément.

Pour la première tranche (1999), nous nous intéresserons à la compréhension des mécanismes à l'interface laser-matériau ancien, aux mesures des échauffements et des effets mécaniques à la surface, et surtout à l'évaluation et la compréhension des modifications (coloration) et des dommages de surface éventuels.

Les résultats de ces recherches (1999-2001) doivent aboutir à l'adaptation d'un procédé laser pour le nettoyage de diverses céramiques utilisable (et maîtrisable) facilement par les restaurateurs. La bonne connaissance des mécanismes contribuant à l'élimination des salissures et des divers paramètres inhérents au laser devra nous permettre d'établir un diagnostic adapté au traitement de nettoyage de chaque objet.

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

Contractant : Laboratoire Arc'Antique (Nantes)

Partenaires : I.M.N. (Institut des Matériaux de Nantes) - L.R.M.H. (Laboratoire de recherche des Monuments historiques)

DURÉE : 1 an

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		50 000 F	
2000		80 000 F	50 000 F
2001		80 000 F	

ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL, SOUTIEN DE PROGRAMME

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :

Altération des fontes de fer provenant de fouilles sous-marines. Amélioration des conditions de la stabilisation électrochimique. Définition de traitements de consolidation/protection. Elargissement des travaux sur les objets composites.

Suite aux premiers travaux (1997-1998) réalisés ayant permis de localiser les zones actives sur des ferreux archéologiques (terrestres et sous-marins) et d'optimiser les traitements de stabilisation chimiques et électrochimiques mis en œuvre, il apparaît que les fontes de fer sous-marines sont les matériaux les plus problématiques. Nous proposons donc dans un premier temps de compléter notre connaissance de l'altération et du traitement de ces matériaux en expertisant des pièces tout juste sorties de fouille et en s'orientant vers des techniques de stabilisation novatrices. Nous nous intéresserons également à la consolidation de la couche altérée stabilisée présente à la surface des matériaux et porteuse d'informations archéologiques et nous proposerons des protections adaptées aux différentes conditions d'exposition (en intérieur et en extérieur). Enfin, nous poursuivrons nos travaux sur l'expertise des matériaux composites (fer/bois gorgés d'eau). Sur la définition de prétraitements avant la stabilisation de la partie en bois et le séchage par lyophilisation à pression atmosphérique.

Nouvelle caractérisation de fontes altérées non dégauguées avant, pendant et au terme du traitement : l'objectif ici est de se rapprocher davantage de la problématique réelle de la conservation-restauration des pièces issues du milieu sous-marin (boulets de canon), ceci afin d'appréhender les risques potentiels des traitements mis en place. Les couches altérées seront donc décrites tout comme les transformations induites par les traitements.

Poursuite de l'amélioration des conditions de traitement

Application des conditions de traitement prédéfinies sur un tronçon de canon. On s'intéressera à l'évolution des différents paramètres de traitement ainsi qu'aux transformations de la couche de corrosion superficielle.

Optimisation de la déchloration par la technique des courants pulsés. On évaluera ici si la succession de cycles arrêt/mise sous polarisation conduit à l'augmentation des cinétiques de déchloration.

Réalisation d'un prototype de forage de l'âme des canons pour éliminer les concrétions résiduelles qui peuvent maintenir des zones actives à cœur.

Définition de traitements de consolidation/protection des couches altérées superficielles : si l'objectif ici est d'assurer une bonne tenue de la couche graphitique de corrosion, des systèmes de protection adaptés aux différents cas rencontrés seront proposés.

Extension des travaux aux objets composites

Les parties métalliques des pièces composites posent des problèmes spécifiques. Le laboratoire se propose de poursuivre ses travaux d'expertise sur les matériaux concernés, de définir des prétraitements avant l'étape de stabilisation du bois et de tester des appareillages de lyophilisation à pression atmosphérique. Ce travail est complémentaire aux recherches menées dans le cadre de la thèse d'E. Guilminot (LEPMI/ENSEEG).

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

Contractant : Laboratoire Arc'Antique (Nantes)

Partenaires : DRASSM-ISITEM (Ecole d'ingénieurs de Nantes) - IUT Mécanique (Nantes) - Laboratoire LEPMI/ENSEEG de Grenoble - Laboratoire EDF - Valectra

DURÉE : 1 an

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		250 000 F	
2000			250 000 F

**ÉTUDE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE, ACQUISITION DE MATÉRIEL,
SOUTIEN DE PROGRAMME**

CHAPITRE 56.98

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

SERVICE DE RESTAURATION DES MUSEES DE FRANCE

TITRE ET RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE OU NATURE DES ACQUISITIONS OU SOUTIEN DE PROGRAMME :

Traitements de surface des marbres antiques de Délos (2^{ème} tranche)

Ce programme d'étude pluridisciplinaire, piloté par Brigitte Bourgeois et Philippe Jockey, a fait l'objet d'une convention de collaboration scientifique signée en 1998 par la direction des musées de France et l'école française d'Athènes.

On rappelle que la première tranche du programme Délos, menée en 1998, consiste en un dépouillement des archives déliennes (à l'Ecole française d'Athènes) et en une campagne d'examen des marbres (sur place à Délos).

La deuxième tranche du programme consistera en une campagne de prélèvements et d'analyses scientifiques afin d'identifier la nature des matériaux antiques et de caractériser leur état de conservation.

CONTRACTANT OU FOURNISSEURS CORRESPONDANTS :

- SRMF filière Archéologie en collaboration avec l'Ecole française d'Athènes et l'Université de Provence.
- Laboratoires scientifiques français et grecs : LRMF, LETIAM, CNEP, Université de Reims, Démokritos (sous réserve).
- Un restaurateur de la filière archéologie.

DURÉE : 1 an

NB : Indiquer si cette étude s'inscrit dans un programme pluriannuel

Coût	ch. 56.98 art.	A. P.	C. P.
1999		150 000 F	
2000			150 000 F

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE



PUBLICATIONS

(chapitre 66.98)

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

BUREAU DE L'INFORMATIQUE ET DE LA RECHERCHE

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

(ou de l'appel d'offres ou de l'opération)

Soutien aux publications scientifiques.
Réunion des musées nationaux : catalogues raisonnés.

Revue : *Antiquités nationales, Arts asiatiques, Ethnologie française, Revue de l'Art, Paleo, Techné.*

Programme de recherche du département des arts graphiques du musée du Louvre sur « papier, filigranes et encres ».

ORGANISME SUBVENTIONNE :

(Nom et adresse)

Réunions de musées nationaux, CNRS, Ecole française d'Extrême Orient, Associations.

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET :

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération :			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		700.000 F	700.000 F
2000			
2001			

MUSEE DU LOUVRE

PRESENTATION DES PROGRAMMES DE RECHERCHE DU MUSEE DU LOUVRE

I - CONTRIBUTION A L'HISTOIRE ET A LA RECONSTITUTION DES MODES ET DU CADRE DE VIE DES ANCIENS EGYPTIENS DU NOUVEL EMPIRE A LA BASSE EPOQUE SUR LA RIVE OCCIDENTALE DE THEBES

1. Travaux menés au Ramesseum en 1998

- fouille du sanctuaire pour en déterminer le plan
- prospection devant le premier pylône en vue de repérer les structures enfouies
- fouilles des abords du Ramesseum qui ont abouti à la découverte d'une allée de sphinx périphérique et d'un monument du pharaon Aménophis IV-Akhénaton
- étude du grand colosse de Ramsès II pour remontage théorique
- consolidation des structures de brique menacées par l'érosion
- étude des zones de fragilité du premier pylône en vue de sa consolidation
- nettoyage et refixage des peintures de la salle hypostyle du temple

Tous ces travaux, de longue haleine, seront poursuivis en 1999.

2. Travaux menés dans la tombe de Ramsès II en 1998

- dégagement de plusieurs pièces de la tombe : salle du sarcophage, « salle du char », puits, annexes
- consolidation des plafonds et murs en danger d'effondrement
- fouille et analyse des sédiments qui remplissent la tombe : plusieurs éléments du mobilier funéraire ont été retrouvés
- étude des vestiges du décor de la tombe
- publication en cours des « litanies du soleil »
- étude systématique de tous les textes gravés dans la tombe

Ces travaux seront poursuivis en 1999.

II - MISSION ARCHEOLOGIQUE DU LOUVRE A SAQQARA

1. Bilan de la mission menée du 21 octobre au 19 novembre 1998

L'équipe était constituée de sept spécialistes et techniciens venus de France et d'environ 150 ouvriers recrutés sur place.

Trois époques particulièrement importantes pour l'histoire du site ont été précisées.

Niveau ancien Empire (contemporain du mastaba conservé au Louvre)

- le mastaba E17, accolé au complexe architectural du mastaba du Louvre et appartenant au petit-fils de l'Akhethetep du Louvre a été entièrement dégagé. Ses parois décorées font l'objet d'une étude épigraphique et iconographique (G. Lecuyot, C. Ziegler et G. Andreu), avec relevés à l'échelle et couverture photographique, en vue d'une publication scientifique.
- le plan général de ce secteur archéologique a été levé par l'architecte J.P. Adam.
- les liens avec la Chaussée d'Ounas ont été mis en évidence et le contrefort de soutènement au nord de la chaussée a été dégagé (M. Etienne).

- l'emplacement du mastaba du Louvre a été matérialisé par des murets recouverts de mortier de plâtre.

Niveau des inhumations de Basse Epoque (1^{er} millénaire)

- l'étude de la céramique (G. Lecuyot) mise à jour lors des dernières campagnes a permis de préciser la date de ce niveau, qui se situe entre la 26^e dynastie et l'époque pré-ptolémaïque.
- au sud-ouest, de nouvelles sépultures ont été dégagées, dont une qui avait son équipement funéraire (céramique) complet.
- au nord-est de la chapelle B, un puits carré d'1m x 1m et profond de 12 m a été découvert. Il dessert 5 chambres funéraires et contient des momies de Basse Epoque. Une inscription en démotique précise pour l'une de ces momies que son propriétaire s'appelle Hor-Oudja et semble caractéristique de la 27^e dynastie (époque perse).

Niveaux coptes

- une partie des structures coptes dans la partie sud-ouest du secteur a pu être démontée, afin d'atteindre les couches plus anciennes et de délimiter les parements extérieurs du mastaba d'Akhetetep.

2. Perspectives 1999

Le but de la mission demeure essentiellement la délimitation du complexe architectural de la chapelle du musée du Louvre. Actuellement, ce complexe semble vaste et d'une qualité architecturale exceptionnelle. Il est, par exemple, conservé sur une hauteur de 5m.

La prochaine mission sera consacrée au démontage des structures coptes et au dégagement des murs de ce complexe, qu'une couche de sable encore trop haute nous a empêchés d'atteindre cette année.

Trois des angles de ce monument doivent encore être trouvés, tandis qu'une fausse-porte mise au jour en 1997 nous ouvre des perspectives particulièrement prometteuses. Cette fausse-porte, au nom d'un Akhetetep qui semble être un des fils de celui de la chapelle du Louvre, se situe dans le prolongement du mur Est du mastaba du Louvre. On peut légitimement espérer qu'elle annonce peut-être une autre chapelle, totalement inconnue à ce jour. Là encore, il faut enlever le sable au dessus de la fausse-porte pour en savoir plus sur cette question, sans risque pour l'équipe.

Ainsi pourra être précisé et mieux connu le contexte archéologique, historique, familial et social d'Akhetetep, propriétaire du mastaba du Louvre.

Si nous avons pu jusqu'à présent publier les rapports préliminaires des précédentes campagnes dans différentes revues scientifiques (BIFAO, Revue d'Égyptologie, CRAIBL, BSFE), la publication de la chapelle du mastaba E17, du fait de son importance, nécessite une publication séparée. Dès aujourd'hui, il apparaît nécessaire d'envisager son financement ainsi que les éventuels partenariats.

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION: Musée du Louvre

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

Contribution à l'histoire et à la reconstitution des modes et du cadre de vie des anciens égyptiens du nouvel Empire à la Basse Epoque sur la rive occidentale de Thèbes.

Programme pluriannuel de recherches dans le cadre de l'association avec le CNRS.

Analyses sur le terrain (fouilles archéologiques, épigraphie, analyses architecturales) à partir de trois sites principaux :

- la région de Thèbes ouest : le Ramesseum, auquel il faut adjoindre les tombes des fonctionnaires contemporains ayant occupé une charge dans la fonction royale
- la tombe de Ramsès II dans la vallée des Rois
- les tombes royales ramessides dans la vallée des Reines

ORGANISME SUBVENTIONNE :

Institut d'égyptologie thébaine du musée du Louvre, URA 1064 au CNRS

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :
(indiquer leurs apports respectifs)

DUREE DU PROJET : 8 ans

**NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel
S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part**

Coût total de la recherche ou de l'opération : 3 200 000 F			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		140 000 F	
2000			
2001			

**SUBVENTION DE RECHERCHE
OU
DE VALORISATION DE LA RECHERCHE
(Colloques, publications, expositions, bases de données,...)**

CHAPITRE 66.98

DIRECTION : MUSEE DU LOUVRE

TITRE ET RESUME DE LA RECHERCHE :

Le but de la mission demeure essentiellement la délimitation du complexe architectural de la chapelle du musée du Louvre. Actuellement, ce complexe semble vaste et d'une qualité architecturale exceptionnelle. Il est, par exemple, conservé sur une hauteur de 5m.

La prochaine mission sera consacrée au démontage des structures coptes et au dégagement des murs de ce complexe, qu'une couche de sable encore trop haute a empêché d'atteindre en 1998.

Trois des angles de ce monument doivent encore être trouvés, tandis qu'une fausse-porte mise au jour en 1997 ouvre des perspectives particulièrement prometteuses. Cette fausse-porte, au nom d'un Akhethetep qui semble être un des fils de celui de la chapelle du Louvre, se situe dans le prolongement du mur Est du mastaba du Louvre. On peut légitimement espérer qu'elle annonce peut-être une autre chapelle, totalement inconnue à ce jour.

ORGANISME SUBVENTIONNE :

Mission archéologique du Louvre à Saqqara

AUTRE(S) PARTENAIRE(S) :

(indiquer leurs apports respectifs)

CNRS : mise à disposition d'un architecte et d'un ingénieur de recherche

IFAO : logistique

Inventaire : mise à disposition d'un technicien de recherche

DUREE DU PROJET : 5 ans

NB : Indiquer si ce projet s'inscrit dans un programme pluriannuel

S'il s'agit de crédits déconcentrés, indiquer le montant par DRAC sur une feuille à part

Coût total de la recherche ou de l'opération : 330 000 F			
Subvention du MCC :	ch. 66.98 art.	A. P.	C. P.
1999		330 000 F	
2000			
2001			

LISTE DES ABREVIATIONS

ACROE	: association pour la création et la recherche sur les outils d'expression
AFAN	: association pour les fouilles archéologiques nationales
AP	: autorisation de programme
BCRD	: budget civil de recherche et développement
BnF (BN)	: bibliothèque nationale de France
BPI	: bibliothèque publique d'information
CEA	: commissariat à l'énergie atomique
CESR	: centre d'études supérieures de la Renaissance
CFHA	: comité français d'histoire de l'art
CICRP	: centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine
CMBV	: centre de musique baroque de Versailles
CMR	: conseil ministériel de la recherche
CNAC-GP	: centre national d'art et de culture Georges Pompidou
CNC	: centre national de la cinématographie
CNL	: centre national du livre
CNMHS	: caisse nationale des monuments historiques et des sites
CNP	: centre national de préhistoire
CNRA	: conseil national de la recherche archéologique
CNRS	: centre national de la recherche scientifique
CNSMDP	: conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
CP	: crédit de paiement
CRCDG	: centre de recherche sur la conservation des documents graphiques
CSI	: cité des sciences et de l'industrie
DAF	: direction des archives de France
DAG	: direction de l'administration générale
DAP	: délégation aux arts plastiques
DAPA	: direction de l'architecture et du patrimoine
DDF	: délégation au développement et aux formations
DEP	: département des études et de la prospective
DLL	: direction du livre et de la lecture
DMDTS	: direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles
DMF	: direction des musées de France
DO	: dépenses ordinaires
DP	: direction du patrimoine
DRAC	: direction régionale des affaires culturelles
EP	: équipe postulante (CNRS)
ERS	: équipe en restructuration (CNRS)
IMEC	: institut mémoire de l'édition contemporaine
INRIA	: institut national de recherche en informatique et automatique
INPG	: institut national polytechnique de Grenoble
IRCAM	: institut de recherche et de coordination acoustique/musique
ITA	: ingénieurs, techniciens administratifs
LFI	: loi de finances initiale
LRMF	: laboratoire de recherche des musées de France
LRMH	: laboratoire de recherche des monuments historiques
MAC	: musée des arts et des civilisations
MAN	: musée des antiquités nationales
MCC	: ministère de la culture et de la communication
ME	: ministère de l'environnement
MENRT	: ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie
ML	: musée du Louvre
MNATP	: musée national des arts et traditions populaires
MNHN	: muséum national d'histoire naturelle (MENESR)
MPE	: mission du patrimoine ethnologique
MRT	: mission de la recherche et de la technologie
MSH	: fondation maison des sciences de l'homme
SC	: sciences chimiques (CNRS)
SDA	: sous-direction de l'archéologie
SDIG	: sous-direction de l'inventaire général
SHS	: sciences de l'homme et de la société (CNRS)
SP	: soutien de programme
SPI	: sciences pour l'ingénieur (CNRS)
SRMF	: service de restauration des musées de France
UMR	: unité mixte de recherche (CNRS)
UMS	: unité mixte de service (CNRS)
UPR	: unité propre de recherche (CNRS)
URA	: unité de recherche associée (CNRS)
UPRESA	: unité propre de recherche de l'enseignement supérieur associée (CNRS)